



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens — Août 2019

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 30 août 2019

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada The wordmark for Canada, with a small red maple leaf icon positioned above the letter 'a'.

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Août 2019

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le deuxième cycle de l'étude, qui s'est déroulé entre le 8 et le 15 août 2019, comptait huit groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, bureau 228  
Ottawa (Ontario) K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP22-185/2-2019E-PDF

### **Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**

978-0-660-32558-3

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :**

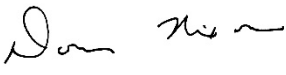
Numéro de catalogue : CP22-185/2-2019F-PDF (rapport final, anglais)

ISBN : 978-0-660-32559-0

### **Attestation de neutralité politique**

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date : 30 août 2019

Donna Nixon, associée  
The Strategic Counsel

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>1</b>
Introduction .....	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations.....	3
<b>Résultats détaillés.....</b>	<b>11</b>
Nouvelles du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville) .....	11
Enjeux locaux (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville).....	11
Principaux enjeux.....	11
Besoins locaux en infrastructures.....	12
Soutien du gouvernement fédéral aux collectivités locales.....	13
Principales industries à l'échelle locale .....	14
Services du gouvernement du Canada offerts à l'échelle locale .....	14
Priorités du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville).....	15
Priorités de premier plan .....	15
Priorités intermédiaires.....	17
Priorités de moindre importance .....	17
Garde d'enfants (Hamilton, Trois-Rivières, Kentville) .....	18
Priorités du gouvernement du Canada en matière de garde d'enfants .....	19
Soins de santé (Kentville).....	21
Priorités du gouvernement du Canada en matière de soins de santé.....	21
Priorités de premier plan .....	22
Priorités de moindre importance .....	23
Noms préférés.....	24
Autres préférences et divergences .....	25
Environnement (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville).....	25
Enjeux environnementaux nationaux .....	25
Enjeux environnementaux locaux.....	26
Nouvelles environnementales du gouvernement du Canada.....	26
Interdiction des plastiques à usage unique (Hamilton, Trois-Rivières, Kentville) .....	27
Séquestration du carbone (Hamilton, Trois-Rivières).....	29
Mesures environnementales du gouvernement du Canada (Trois-Rivières).....	30
Mesures susceptibles d'avoir le plus d'impact .....	30
Mesures qui n'auront pas d'impact.....	31
Le gouvernement du Canada est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?.....	31
Autres mesures de protection de l'environnement.....	32

Tarification de la pollution (Hamilton) .....	32
Notoriété spontanée .....	32
Perceptions à l'égard de la tarification de la pollution .....	33
Changements climatiques et croissance propre (Iqaluit) .....	34
Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques de l'Inuit Tapiriit Kanatami .....	35
Logement (Iqaluit) .....	36
Nutrition Nord Canada (Iqaluit) .....	37
Enjeux autochtones (Iqaluit) .....	40
Réconciliation .....	41
Partenariats .....	41
<b>Annexe A — Questionnaires de recrutement .....</b>	<b>43</b>
<b>Annexe B — Guides de discussion .....</b>	<b>56</b>

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent des huit groupes de discussion en personne organisés entre le 8 et le 15 août 2019, dans quatre villes du pays, en Ontario, au Québec, en Nouvelle-



Écosse et au Nunavut. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

En ce qui concerne les objectifs propres à ce cycle de discussions, la recherche a permis d'analyser une vaste gamme d'enjeux, dont certains en profondeur, y compris la notoriété et les perceptions entourant de récentes nouvelles, initiatives ou annonces du gouvernement du Canada dans le domaine des changements climatiques et de l'environnement (p. ex., l'interdiction des plastiques à usage unique et la tarification fédérale de la pollution). La recherche a également porté sur des questions d'intérêt local, pour dégager des problèmes précis touchant aux infrastructures et à l'économie. Des sujets particuliers ont été abordés dans certaines villes, par exemple les services de garde d'enfants, les soins de santé, le logement et les enjeux autochtones. Par ailleurs, les participants se sont prêtés à une série d'exercices qui variaient selon l'emplacement et le thème abordé. Ces exercices avaient pour but de cerner les priorités des participants en ce qui concerne les objectifs du gouvernement du Canada, tant de façon générale que dans des domaines ciblés tels que les services de garde d'enfants et les soins de santé. D'autres exercices ont servi à tester les noms possibles d'une stratégie gouvernementale visant à améliorer l'accès à des médicaments sur ordonnance abordables et à jauger l'impact perçu d'une série de mesures prises par le gouvernement du Canada en matière d'environnement.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribués à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### **Aperçu des groupes**

Public cible

- Les groupes se sont composés de résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Pour le deuxième cycle, les groupes ont été divisés principalement selon le sexe.

### **Approche détaillée**

- Huit groupes de discussion en personne ont été tenus dans quatre villes canadiennes.
- Deux groupes ont été mis sur pied à chaque endroit, soit : à Hamilton, en Ontario (8 août); à Trois-Rivières, au Québec (8 août); à Iqaluit, au Nunavut (13 août) et à Kentville, en Nouvelle-Écosse (15 août).
- Les discussions des groupes de Trois-Rivières se sont déroulées en français alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.

- En tout, dix participants ont été recrutés pour chaque groupe, afin d’assurer la présence d’au moins huit personnes.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.
- Dans l’ensemble des villes, 71 personnes ont participé aux discussions. On trouvera ci-dessous des détails sur le nombre de participants par groupe.

### Composition des groupes et emplacements

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Hamilton	1	Anglais	8 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	2			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Trois-Rivières	3	Français	8 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	10
	4			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
Iqaluit	5	Anglais	13 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	8
	6			19 h 30-21 h 30	Hommes	7
Kentville	7	Anglais	15 août 2019	17 h 30-19 h 30	Femmes	9
	8			19 h 30-21 h 30	Hommes	9
<b>Nombre total de participants</b>						<b>71</b>

## Principales constatations

Les pages qui suivent résument les principales constatations associées à chacun des thèmes abordés durant le cycle de groupes de discussion menés en août 2019.

### Nouvelles du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Interrogés sur les activités, les initiatives ou les annonces du gouvernement du Canada, les participants des quatre villes ont eu tendance à évoquer des nouvelles qui continuaient de retenir l’attention dans les médias, notamment celles touchant aux relations commerciales et diplomatiques, et en particulier l’Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et le conflit persistant avec la Chine.

Sur le front environnemental, plusieurs participants ont fait référence aux pipelines, au projet d’interdiction des plastiques à usage unique et au récent rapatriement des déchets canadiens envoyés aux Philippines. Dans plusieurs groupes, un petit nombre de participants ont mentionné la hausse de l’Allocation canadienne pour enfants (ACE), la légalisation du cannabis et l’affaire SNC-Lavalin, mais ces questions ont été peu commentées.



À Iqaluit, un certain nombre de personnes se sont rappelé l'annonce d'un apport de fonds destinés aux infrastructures du Nunavut et les excuses du gouvernement du Canada pour son traitement des Inuits.

### **Enjeux locaux (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)**

Les discussions ont mis en évidence une série d'enjeux ou de problèmes communs à toutes les villes : le logement abordable, l'emploi, la drogue, la criminalité, et les services et infrastructures publics. L'accès aux soins de santé a aussi fait surface dans la plupart des groupes.

En parallèle, d'autres enjeux étaient propres à une région. À Hamilton, la pollution provenant des aciéries et l'embourgeoisement des quartiers ont figuré en tête des préoccupations. À Iqaluit, le grave déficit en matière d'infrastructures (connectivité Internet, eau, égouts, logements, routes, soins de santé) a polarisé l'attention. À Kentville, les participants ont évoqué des problèmes analogues, soit le logement, les routes et les soins de santé. Les répondants de Trois-Rivières ont pour leur part mentionné les soins de santé, les routes, la pollution de l'eau, le compostage et le tourisme.

Peu de gens étaient au courant d'activités menées par le gouvernement fédéral pour soutenir leur collectivité. Dans l'ensemble, ils ont considéré que les activités du gouvernement du Canada avaient un impact « neutre » — ni très positif, ni très négatif. Iqaluit a fait exception à la règle : ses participants étaient largement d'avis que le Nunavut fait figure de parent pauvre du financement fédéral et que, souvent, les décisions du gouvernement canadien ne correspondent pas aux souhaits et aux besoins locaux. Sur une note plus positive, certains participants de Kentville ont souligné le financement fédéral octroyé à des établissements de soins de santé locaux et l'augmentation du crédit pour TPS ou du remboursement de la TPS.

### **Priorités du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)**

Nous avons remis aux participants des quatre villes une feuille de travail comportant une liste d'objectifs généraux, en leur demandant d'encercler les deux ou trois éléments prioritaires sur lesquels le gouvernement fédéral devrait se concentrer, selon eux. Les groupes ont été unanimes à reconnaître l'importance de deux objectifs clés : « rendre la vie plus abordable » et « améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens ».

L'importance accordée à l'abordabilité était symptomatique d'inquiétudes plus générales sur la hausse du coût de la vie, surtout du logement et d'autres besoins fondamentaux, et sur les salaires qui n'évoluent pas au même rythme. Les participants ont également privilégié l'abordabilité parce que cet objectif se prête à l'établissement de politiques gouvernementales bien définies pour s'attaquer à la pénurie de logements et à leurs coûts élevés, réduire les impôts, améliorer les perspectives d'emploi et augmenter les salaires.

De l'avis de la plupart des participants, l'amélioration de la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens s'inscrit dans une optique plus large, qui va au-delà des questions économiques et financières pour englober la santé générale et le bien-être des gens. D'autres objectifs axés sur la satisfaction, l'épanouissement ou la prospérité de la population ont paru de nature trop subjective ou personnelle, ce qui compliquerait la tâche d'élaborer un programme précis ou de mesurer les progrès.



L'objectif de favoriser la croissance et le renforcement de la classe moyenne a fait débat et a été perçu différemment selon le lieu. Dans certains cas, le consensus était que la vigueur de la classe moyenne revêt une importance vitale comme baromètre du succès et de la prospérité de la société. Dans ces groupes, beaucoup avaient la ferme conviction que le gouvernement devrait mettre l'accent sur cet objectif. Dans d'autres groupes, l'opinion majoritaire voulait que les personnes à faible revenu soient celles qui ont le plus besoin du soutien du gouvernement.

### **Garde d'enfants (Hamilton, Trois-Rivières, Kentville)**

En ce qui concerne les services de garde d'enfants, le principal problème des participants de Hamilton et de Kentville avait trait à l'abordabilité. La qualité des services a également retenu l'attention à Kentville, et dans une moindre mesure à Hamilton et à Trois-Rivières. Si plusieurs participants ont souligné l'importance de réduire les listes d'attente pour les places en garderie, ce point a été au premier rang des préoccupations chez les répondants de Trois-Rivières. Le groupe d'hommes aussi souhaitait que la création de places de garderie soit une priorité. Cela dit, l'insistance sur l'abordabilité dans deux des trois villes cadrait avec l'importance perçue des frais de garderie dans ces provinces (Ontario et Nouvelle-Écosse), surtout pour les familles à revenu modeste souhaitant faire garder plus d'un enfant. Certains participants ont confié que ces coûts élevés compliquaient la décision de rester ou non sur le marché du travail.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement devrait améliorer la disponibilité et la qualité des services de garde d'enfants avant ou après l'école OU améliorer les services de garde d'enfants d'âge préscolaire, les participants ont émis des points de vue partagés. Certains trouvaient plus important d'offrir des activités parascolaires structurées afin que les enfants ne soient pas laissés à eux-mêmes et pour mieux tenir compte de l'horaire des parents, surtout ceux qui travaillent par quart. D'autres estimaient plus important d'améliorer les services préscolaires, afin de donner aux enfants de bonnes bases dans un environnement plus organisé, à un âge où ils sont vulnérables et à un stade déterminant de leur développement.

### **Soins de santé (Kentville)**

De toute évidence, les soins de santé étaient un sujet d'inquiétude de premier plan à Kentville. Il y a été question de la pénurie de médecins et de personnel infirmier, des temps d'attente prolongés, de l'accès limité aux soins primaires ainsi que du manque d'hôpitaux et d'établissements de soins de longue durée. Le manque de services et de soutiens dédiés à la santé mentale et à la toxicomanie était également très présent à l'esprit des participants. Peu de gens étaient au courant d'annonces du gouvernement fédéral visant à régler ces problèmes ou à améliorer les soins de santé en général.

Lorsqu'ils ont examiné une liste de priorités possibles du gouvernement du Canada en matière de santé (faisant mention des préoccupations énumérées plus haut), la majorité des participants ont retenu la pénurie de médecins et de personnel infirmier et la réduction des temps d'attente (point davantage signalé par les femmes) à titre de grandes priorités. L'amélioration de l'accès aux médicaments d'ordonnance a aussi été largement plébiscitée, en particulier et de façon spontanée par les hommes. La plupart des participants considéraient que l'accès à des moyens de contraception

abordables ne devrait pas faire partie des priorités du gouvernement du Canada, ces produits étant déjà accessibles à un prix modique.

Au chapitre des médicaments d'ordonnance, peu de participants avaient entendu parler d'une initiative du gouvernement du Canada visant à assurer un accès abordable à ces produits, mais la plupart ont trouvé l'idée bonne et presque tous ont affirmé que la mise en œuvre d'un tel programme aurait des effets positifs sur leur vie personnelle.

Invités à choisir un nom éventuel pour ce programme à partir d'une liste qui leur avait été fournie, les participants ont classé aux trois premiers rangs « Universal Drug Care » (assurance-médicaments universelle), « National Pharmacare Plan » (régime national d'assurance-médicaments) et « Prescription Access Plan » (régime d'accès aux médicaments sur ordonnance). Aucun des groupes n'est toutefois parvenu à un consensus quant à la « meilleure » option. De plus, les raisons ayant motivé le choix de ces noms plutôt que d'autres variaient beaucoup au sein des groupes.

### **Environnement (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)**

Les groupes des quatre villes ont fait état de préoccupations très claires à l'égard de l'environnement, dans une perspective tant locale que nationale. À l'échelle du pays, les questions environnementales les plus vives comptaient les changements climatiques, les émissions, la pollution et les catastrophes naturelles comme les feux de forêt ou les inondations. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer en particulier les effets de la pollution sur les eaux du Canada — sur les lacs, les océans et la vie marine. D'autres ont plutôt évoqué le problème des déchets et de leur gestion, en citant notamment l'exportation de déchets dans des pays en développement comme les Philippines.

À l'échelle locale, les enjeux environnementaux ont varié en fonction du lieu. Alors que le réseau d'égout est arrivé en tête de liste à Iqaluit et à Kentville, à Hamilton, les préoccupations tournaient autour de la pollution industrielle de l'industrie sidérurgique locale. À Trois-Rivières, les pâtes et papiers, l'aluminium et d'autres industries ont été pointés du doigt. Les résidents d'Iqaluit ont également noté que les infrastructures de transport et les ports de mer avaient un impact négatif sur l'environnement dans leur collectivité. Invités à dire ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour régler les problèmes environnementaux locaux, les participants n'ont pas donné de détails, mais estimaient que le gouvernement du Canada a bel et bien un rôle à jouer, de concert avec les municipalités et les provinces ou les territoires.

Certains participants se sont rappelé des nouvelles ou des annonces récentes faites par le gouvernement fédéral en matière d'environnement, mais leurs explications manquaient généralement de précision. L'interdiction des plastiques à usage unique et l'envoi de déchets aux Philippines ont fait l'objet des mentions les plus fréquentes, et l'oléoduc TMX, de quelques mentions.

Dans l'ensemble, le niveau de notoriété spontanée associé au projet d'interdiction des plastiques à usage unique était moyen dans les groupes de Hamilton, Trois-Rivières et Kentville. À noter que cette question n'a pas été évaluée à Iqaluit. Une fois qu'ils ont eu connaissance des détails du projet, la plupart des participants ont eu le sentiment d'avoir vu, lu ou entendu quelque chose à son sujet récemment. La grande majorité d'entre eux ont bien accueilli l'idée, jugeant que la pollution par le plastique constitue un problème majeur pour le pays et une priorité importante pour le gouvernement



fédéral. Ils ont également largement appuyé l'idée que les entreprises assument une responsabilité accrue dans le nettoyage de la pollution par le plastique et que le gouvernement du Canada donne l'exemple en réduisant l'utilisation des plastiques dans l'ensemble de ses ministères et organismes.

Les principales réserves à l'égard du projet d'interdiction concernaient son caractère contraignant dans la pratique et les coûts accrus des solutions de rechange, qui se répercuteraient sur les consommateurs. En général cependant, les avantages perçus — la production d'une quantité moindre de déchets à gérer et la réduction de la pollution — ont semblé l'emporter de loin sur les inconvénients perçus de l'initiative.

Tant à Hamilton qu'à Trois-Rivières, personne n'avait entendu parler de « séquestration du carbone ». Le « captage du carbone » a paru évoquer davantage, mais encore là peu de gens ont semblé bien informés ou à l'aise avec ce terme. Une fois sa signification expliquée aux participants, la question de savoir si le Canada devrait investir dans cette technologie ou cette industrie a rencontré une franche opposition. Les risques inconnus que le captage du carbone pourrait poser pour l'environnement ainsi que les conséquences imprévues d'un bris du système ou du réservoir de stockage ont fait partie des motifs d'inquiétude cités à l'appui de cette opinion défavorable. De nombreux participants comprenaient toutefois le point de vue inverse et ont reconnu le potentiel de cette technologie pour ce qui est d'aider le pays à atteindre ses objectifs de réduction des émissions à court terme, tout en tirant des avantages économiques d'une nouvelle industrie canadienne capable de répondre aux exigences du marché mondial.

### **Mesures environnementales du gouvernement du Canada (Trois-Rivières)**

Les participants de Trois-Rivières ont chacun reçu une liste de mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre afin d'améliorer l'environnement. Ils devaient choisir les deux ou trois mesures qui, d'après eux, auraient le plus d'impact. Sans surprise vu leurs préoccupations à l'égard de la pollution par le plastique dans les lacs et les océans canadiens, les participants ont été unanimes à désigner l'interdiction des plastiques à usage unique comme l'initiative la plus porteuse. Les autres mesures fédérales retenues pour leur impact comprenaient la création d'aires marines protégées, l'investissement en faveur du Plan de protection des océans ainsi que la tarification de la pollution imposée aux grands émetteurs.

Les participants de ces groupes avaient le sentiment que le gouvernement fédéral fait le nécessaire et qu'il est « sur la bonne voie » dans sa gestion des problèmes environnementaux du pays. En complément aux mesures incluses dans l'exercice, les participants ont suggéré d'autres moyens grâce auxquels le gouvernement du Canada pourrait protéger l'environnement, notamment : une sensibilisation accrue du public aux lois et aux dispositions en vigueur; le redoublement des efforts consacrés à la gestion des déchets; l'application de nouvelles mesures de protection des terres et des eaux canadiennes; la recherche de meilleures solutions pour réduire les émissions de carbone, surtout celles qui atténuent notre dépendance au pétrole et au gaz, ainsi que l'adoption accélérée des véhicules électriques.



### **Tarifification de la pollution (Hamilton)**

Les participants de Hamilton étaient peu au courant du plan fédéral visant à tarifier la pollution, quoique le terme « taxe sur le carbone » ait suscité une reconnaissance plus large dans les groupes.

Lorsque nous leur avons expliqué le fonctionnement du plan, les deux groupes ont exprimé un soutien plutôt tiède à son égard. La majorité des gens étaient en faveur de mesures environnementales, y compris d'efforts pour atténuer ou inverser les changements climatiques, mais ils avaient des questions sur les aspects essentiels de l'initiative. Leur impression générale était que les entreprises refileraient les coûts aux consommateurs. Et si l'idée de remettre les recettes perçues aux résidents sous la forme d'un paiement incitatif a généralement paru bonne, certains participants n'en voyaient pas l'intérêt et estimaient qu'une plus grande part des fonds devrait être allouée à la recherche-développement de technologies axées sur la réduction des émissions de carbone. Par ailleurs, peu de gens se sont rappelés avoir reçu de l'information sur la mesure incitative ou l'avoir vue dans leur déclaration de revenus.

### **Changements climatiques et croissance propre (Iqaluit)**

Bien que les participants des deux groupes d'Iqaluit se soient montrés sensibles à la question de l'environnement, peu ont mentionné des défis précis auxquels le Canada est confronté sur le plan des changements climatiques.

La plupart des gens n'avaient pas le souvenir d'avoir entendu parler de cet enjeu dans les dernières semaines ou les derniers mois, quoique certains aient mentionné la « taxe sur le carbone ».

En ce qui concerne plus particulièrement le Nord, en revanche, les participants ont témoigné des effets des changements climatiques, comme le recul du pergélisol, la fonte de la calotte polaire, la détérioration de la qualité de l'air, et la fluctuation des régimes climatiques et des niveaux d'eau.

Les groupes ont aussi reconnu que de nombreux résidents du Nord sont peu versés dans les conséquences des changements climatiques et que d'autres mesures de sensibilisation s'imposent pour les mobiliser et leur indiquer, d'un point de vue pratique, les mesures individuelles et collectives qui s'offrent à eux. Certains participants ont souligné l'importance de produire des documents d'information en anglais, en français et en inuktitut, en adoptant une perspective locale et en intégrant des histoires qui interpellent les Inuits.

### **Logement (Iqaluit)**

Tous les participants se sont dits extrêmement inquiets du manque de logements abordables à Iqaluit. Dans les deux groupes, la question du logement s'est classée au nombre des principaux problèmes d'infrastructures de la communauté.

Si certaines personnes avaient entendu l'annonce récente, par le gouvernement fédéral, d'un investissement de 290 millions de dollars échelonné sur huit ans pour protéger, renouveler et agrandir les logements sociaux et communautaires au Nunavut, la plupart en ignoraient les détails et doutaient fortement que ce montant suffise à répondre aux besoins. Une foule de suggestions ont été faites quant aux mesures supplémentaires que le gouvernement pourrait prendre pour s'attaquer au



problème du logement au Nunavut, par exemple le recours à des méthodes de construction ou de rénovation plus créatives (achat et rénovation de maisons abandonnées, transformation de conteneurs en micromaisons, installation d'unités préfabriquées), l'adoption d'une vision à long terme pour le financement de la construction domiciliaire, et le recrutement d'entrepreneurs locaux. Sur ce dernier point, les participants ont déploré que les entrepreneurs et les gens de métier soient souvent recrutés dans le sud à grands frais, prenant ainsi la place de travailleurs locaux (ou empêchant le développement des métiers spécialisés dans le Nord).

### **Nutrition Nord Canada (Iqaluit)**

Tous les participants connaissaient le programme Nutrition Nord Canada (NNC), lancé en 2011 dans le but de rendre les aliments nutritifs périssables plus abordables et plus accessibles aux résidents de communautés nordiques isolées. Ils ont signalé que l'insécurité alimentaire, et plus précisément le coût des aliments, était un enjeu important. De leur point de vue, bien que NNC cherche à régler ce problème et que son inclusion d'aliments « traditionnels » ou « prélevés dans la nature » soit louable, le programme a pour principal défaut le montant de la contribution, qui est relativement insignifiant vu la cherté des produits alimentaires de base. De nombreux participants ont été d'accord pour dire qu'ils ne remarquaient guère les économies réalisées par ce moyen, car elles sont infimes à côté du montant de leur facture d'épicerie hebdomadaire ou mensuelle.

Les participants ne savaient trop que suggérer au gouvernement du Canada pour mettre fin à l'insécurité alimentaire au Nunavut. Certains ont recommandé l'octroi de nouvelles subventions pour couvrir les frais de transport. D'autres ont plutôt proposé de développer le secteur agricole local, par exemple en soutenant les chasseurs locaux, en prélevant davantage d'aliments issus de la flore et de la faune sauvage, et en offrant de l'aide aux personnes qui souhaitent pratiquer l'horticulture ou l'élevage localement.

### **Enjeux autochtones (Iqaluit)**

Les participants ont clairement indiqué qu'il serait possible d'en faire plus pour améliorer les relations entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones, encore que peu d'entre eux aient jugé que celles-ci évoluaient dans la mauvaise direction. Cela dit, plusieurs ont noté que la qualité des relations variait en fonction du lieu.

Les participants étaient d'avis que, pour avancer sur la voie de la réconciliation et mieux soutenir les communautés autochtones, surtout dans le Nord, le gouvernement devrait montrer plus de respect pour la culture, les traditions et les langues inuites, et honorer son engagement de traiter avec les Inuits et les autres peuples autochtones « de nation à nation ».

La « réconciliation » revêt des sens différents selon les participants, notamment : la présentation d'excuses pour les injustices historiques qui ont été commises, l'injection de fonds dans les communautés autochtones afin d'améliorer leurs perspectives, l'accès à des services de soutien communautaires qui aideront les Inuits à guérir et à surmonter les séquelles et les traumatismes du passé.

Le partenariat conclu entre le gouvernement du Canada et l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) en vue d'établir le Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne n'était pas particulièrement bien connu ou compris. Les participants ont exprimé des doutes quant à l'efficacité de ce type d'accords bilatéraux. Ils ont demandé quelles améliorations concrètes avaient découlé de ce partenariat et ont réagi avec scepticisme face au projet d'éradiquer la tuberculose, indiquant que le taux de cette maladie est en hausse depuis 2017.

Les participants ont aussi déploré le manque apparent de consultation et de dialogue avec les aînés inuits et l'ensemble de la communauté lors de la création de ce partenariat avec l'ITK.

---

#### **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

The Strategic Counsel

Numéro du contrat : 35035-182346/001/CY

Date de l'octroi du contrat : 27 juin 2019

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

---

## Résultats détaillés

### Nouvelles du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Les nouvelles du gouvernement du Canada étaient peu présentes à l'esprit des participants interrogés. Que ce soit en raison des vacances et des distractions estivales ou de l'approche des élections, beaucoup n'avaient pas lu ou entendu de nouvelles sur les politiques publiques du gouvernement ces derniers temps.

Chez celles et ceux qui se sont rappelé certaines nouvelles du gouvernement du Canada, les principaux sujets mentionnés, tous groupes confondus, ont été l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), les différends diplomatiques et commerciaux avec la Chine, les pipelines, l'interdiction des plastiques à usage unique, la hausse du crédit d'impôt pour enfants, la légalisation de la marijuana, et l'expédition de déchets aux Philippines. L'affaire SNC-Lavalin a également suscité quelques mentions.

À Iqaluit, la plupart des participants ne se rappelaient pas avoir entendu grand-chose en lien avec le gouvernement fédéral. Quelques mentions ont été faites d'une annonce de 71 millions de dollars dédiés aux infrastructures du Nunavut, de l'affaire SNC-Lavalin, du manque d'eau potable et des excuses du gouvernement du Canada pour son traitement des Inuits.

À Trois-Rivières, diverses questions se rapportant au gouvernement fédéral ont été soulevées, entre autres le système de paye Phénix, les difficultés apparentes du gouvernement dans la gestion des migrants traversant la frontière, les gens qui réclamaient de nouveaux numéros d'assurance sociale à la suite du vol de données survenu dans un groupe financier coopératif, la hausse de la dette fédérale, et le conflit avec la Chine.

### Enjeux locaux (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

#### **Principaux enjeux**

Les participants ont cité un large éventail d'enjeux locaux qui se sont révélés communs aux quatre villes. Les préoccupations majeures touchaient au manque de logements abordables et d'emplois locaux, à l'augmentation de la consommation de drogues et de la criminalité ainsi qu'aux lacunes dans



les services et les infrastructures publics. Le manque de médecins, de services hospitaliers et d'options de soins de santé locales, surtout pour les problèmes de santé mentale, a aussi été mentionné comme un enjeu important dans la plupart des centres.

À Hamilton, la pollution des aciéries a donné lieu à des discussions nourries. Les participants ont expliqué que certains jours, cette pollution était intolérable et l'odeur émanant des usines, omniprésente. Quelques participants ont signalé que l'embourgeoisement posait également problème, l'arrivée dans certains quartiers de personnes plus aisées faisant monter les prix et obligeant des résidents de longue date à partir. Quelques autres étaient d'avis que la Ville de Hamilton est en état de crise par suite de la réduction de l'assiette fiscale.

À Trois-Rivières, les répondants ont exprimé certaines préoccupations semblables à celles d'autres villes, en ajoutant à leur liste d'enjeux locaux la pollution des rivières et la qualité de l'eau potable, la pollution par le plastique, le mauvais état des routes, la nécessité de réduire le nombre de voitures à combustion et d'accroître le nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques, la pénurie des services de garde d'enfants et l'importance de promouvoir le tourisme.

À Kentville, certains participants ont dit que la faiblesse du salaire minimum était un enjeu local déterminant; l'itinérance a aussi fait partie des problèmes cités à Hamilton et à Kentville.

À Iqaluit, la discussion a fait ressortir une foule d'enjeux locaux, notamment les problèmes de toxicomanie, le manque d'accès des résidents aux emplois gouvernementaux, un accès limité à l'eau potable, le taux de décrochage scolaire au secondaire, l'absence d'unités et de services de soutien spécialisés en santé mentale, le temps d'attente pour obtenir un logement, le surpeuplement des logements, le manque de compréhension de la culture inuite locale parmi les décideurs (y compris le gouvernement du Canada), les traumatismes issus du colonialisme, le coût élevé de la vie (en particulier les aliments), et les besoins au chapitre de la formation professionnelle.

### **Besoins locaux en infrastructures**

La question des infrastructures a surgi de façon spontanée dans la plupart des groupes, avec certaines variantes selon l'emplacement.

À Hamilton, les participants ont évoqué le transport en commun, la détérioration du parc immobilier au centre-ville, les investissements requis pour l'entretien des conduites d'aqueduc et d'égout, et la congestion de l'autoroute reliant Hamilton à Toronto.

À Trois-Rivières, comme ailleurs, les répondants ont rapidement pointé du doigt l'état des routes, ainsi que le transport en commun, la gestion des ponts et la nécessité de concrétiser le projet de train à grande fréquence. Ils ont aussi appelé de leurs vœux un nombre accru de garderies et d'hôpitaux, la rénovation ou la construction de nouvelles écoles et la conservation des lieux historiques.

Les routes, les établissements de santé et les logements abordables ont été considérés comme les enjeux locaux d'importance à Kentville.

À Iqaluit, les répondants ont eu tendance à envisager les infrastructures sous un angle à la fois social et matériel. Ils ont exprimé la ferme conviction que les besoins de leur collectivité en matière d'infrastructures étaient considérables étant donné la croissance de la population, la rigueur du climat et les changements climatiques. Plusieurs domaines d'amélioration ont été cités : l'accès Internet, les canalisations d'eau et d'égout, le nombre de pensions, les infrastructures sanitaires et les routes. Un participant a souligné qu'il serait extrêmement bénéfique d'ouvrir une université dans une collectivité nordique.

### **Soutien du gouvernement fédéral aux collectivités locales**

À Hamilton, Kentville et Trois-Rivières, la visibilité de l'aide apportée aux collectivités par le gouvernement fédéral était faible. L'impact perçu dans ces villes n'était ni positif ni négatif. Les gens ont toutefois admis que le gouvernement fédéral faisait peut-être de bonnes choses pour leur collectivité et qu'ils n'en avaient tout simplement pas connaissance.

Dans les groupes de Trois-Rivières, l'investissement du gouvernement du Canada dans les infrastructures a été le seul soutien visible auquel certains participants ont pensé, sans toutefois pouvoir donner d'exemples précis. Après un temps de réflexion, il y a eu quelques mentions isolées d'un soutien aux familles, d'un programme offrant de l'argent aux jeunes, et d'un financement offert aux entreprises en démarrage.

À Hamilton, une proportion importante des participants a dit souhaiter que le gouvernement fédéral soutienne davantage l'industrie sidérurgique sur le plan de la recherche-développement, de l'amélioration de la sécurité et de la réduction de la pollution.

Nombre de répondants à Iqaluit jugeaient insuffisantes les ressources financières allouées à leur collectivité par le gouvernement fédéral. De l'avis de certains, d'autres groupes reçoivent davantage de ressources que les communautés nordiques. Quelques participants ont affirmé que les décisions politiques prises par le gouvernement ne correspondaient pas aux préférences locales. En contrepoint, d'autres trouvaient que le gouvernement fédéral devrait faire preuve de plus de créativité pour aider leur collectivité à gagner en autonomie. Enfin, certains participants ont reproché au gouvernement fédéral de faire appel à des entreprises du sud du Canada pour mener des projets de construction dans le Nord.

Sans être très au fait des activités fédérales, les participants de Kentville leur ont attribué des effets positifs dans leur ville. Ils ont associé à l'aide fédérale l'ouverture de plusieurs établissements médicaux qui leur paraissaient être une bonne nouvelle pour Kentville. Certains croyaient que les remboursements de TPS avaient augmenté, mettant ainsi plus d'argent dans les poches des gens. D'autres ont trouvé à redire aux politiques d'immigration, jugées laxistes et préjudiciables aux perspectives d'emploi des résidents. D'autres encore estimaient que l'impôt des particuliers était trop élevé et que cela dissuadait certaines personnes de chercher du travail.

### **Principales industries à l'échelle locale**

Les participants de Hamilton ont désigné la sidérurgie, l'automobile, la transformation des aliments et les projets immobiliers comme les grandes industries qui tirent l'économie de leur région. Les gens avaient l'impression que ces industries soutiennent toutes sortes d'entreprises auxiliaires qui contribuent à la création d'emplois et à l'activité économique. Certains ont mentionné que des entreprises de haute technologie employant des milliers de personnes étaient en train de s'implanter dans la région. Personne dans les groupes de Hamilton n'avait entendu parler d'un soutien du gouvernement fédéral en faveur de l'industrie locale.

En ce qui concerne deux secteurs considérés comme importants pour l'économie de Trois-Rivières, les pâtes et papiers et l'aluminium, les hommes n'étaient tout simplement pas au courant d'une quelconque aide apportée par le gouvernement fédéral à ces industries locales, alors que les femmes croyaient que ces secteurs avaient bénéficié d'une aide.

L'agriculture a été la principale industrie identifiée à Kentville. Le consensus était que le gouvernement fédéral n'apporte guère de soutien au secteur agricole de la région.

À Iqaluit, certains participants ne savaient pas au juste quelles industries sous-tendent l'économie régionale, tandis que d'autres ont cité l'administration publique, la construction et le tourisme d'accueil à titre de principaux secteurs d'activité. Les gens avaient le sentiment que le gouvernement fédéral soutient peu ces industries et qu'il soutient peu les activités inuites en général.

### **Services du gouvernement du Canada offerts à l'échelle locale**

Les participants d'Iqaluit avaient tendance à bien connaître un large éventail de services fédéraux, par rapport aux répondants des autres villes. Ils se sont aussi montrés plus critiques de la qualité des services offerts par le gouvernement fédéral.

Les résidents d'Iqaluit ont fait allusion à divers services fédéraux auxquels ils avaient eu recours : les Centres Service Canada, les prestations pour enfants et familles, les services de santé publique, Postes Canada, l'Agence du revenu du Canada (ARC), l'assurance-emploi (AE), les services de passeport, les demandes de numéro d'assurance sociale (NAS), les services d'immigration et l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor). Plusieurs participants se sont dits satisfaits de la prestation de services aux résidents inuits, mais d'autres ont remis en question leur qualité, citant la piètre maîtrise des langues locales par les employés fédéraux qui travaillent avec le public. Au cours de la discussion sur les services du gouvernement fédéral, quelques personnes ont aussi mentionné le groupe Échanges Racines canadiennes (ERC), un organisme à but non lucratif axé sur la jeunesse et la réconciliation.

Les répondants de Trois-Rivières ont eu un peu de difficulté à nommer des services, mais après quelques exemples ont mentionné les services de passeport, l'assurance-emploi, les prestations pour enfants et familles, les prêts et bourses aux étudiants, les paiements de transfert fédéraux, les numéros d'assurance sociale, la gestion de la voie maritime, les services d'inspection et l'impôt sur le revenu. Dans l'ensemble, les services offerts donnaient satisfaction à la plupart des gens.

Les participants de Hamilton avaient généralement connaissance des services offerts par le gouvernement fédéral, notamment les services de l'ARC, les services de passeport et le régime de pensions. Tout le monde s'est entendu sur le fait que ces services sont assurés avec efficacité. À Kentville, les participants ont mentionné l'assurance-emploi, les Forces armées canadiennes, les pensions publiques, les soins de santé, la formation à l'emploi, les prêts étudiants et le crédit d'impôt pour enfants. En ce qui concerne l'assurance-emploi, certaines personnes ont déploré les longues files d'attente, les périodes d'admissibilité prolongées et les durées de prestation écourtées. Plusieurs trouvaient également que la qualité des services laissait à désirer.

## Priorités du gouvernement du Canada (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

Les participants de tous les groupes se sont vu remettre un document énumérant une série d'objectifs généraux (énoncés ci-dessous) que pourrait adopter le gouvernement du Canada. Ils avaient pour tâche de choisir deux ou trois éléments de la liste qui devraient selon eux constituer de grandes priorités fédérales.

- Faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens soient satisfaits
- Faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens s'épanouissent
- Faire en sorte que les Canadiens vivent dans la prospérité
- Favoriser la croissance et le renforcement de la classe moyenne
- Améliorer le niveau de vie des Canadiennes et des Canadiens
- Améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens
- Améliorer le bien-être des Canadiennes et des Canadiens
- Rendre la vie plus abordable

Deux objectifs clés ont recueilli un large consensus dans tous les groupes : « rendre la vie plus abordable » et « améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens ». En règle générale, ces priorités ont suscité l'adhésion des hommes comme des femmes, encore que l'importance relative de chacune ait varié en fonction du lieu.

Si certaines priorités ont été jugées de moindre importance pour le gouvernement du Canada, il reste que les participants étaient majoritairement réticents à en rayer de la liste.

### **Priorités de premier plan**

#### **● Rendre la vie plus abordable**

L'objectif de rendre la vie plus abordable a fait partie des grandes priorités retenues par les hommes et par les femmes qui participaient aux groupes de Hamilton et de Kentville. À Trois-Rivières, les hommes

ont été plus susceptibles de choisir cette priorité que les femmes, qui se sont souvent ralliées autour de l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens. Toutefois, la moitié d'entre elles environ ont aussi inclus la question de l'abordabilité au nombre des priorités. Le phénomène inverse s'est produit à Iqaluit, où les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à choisir l'objectif de rendre la vie plus abordable. Les hommes d'Iqaluit ont davantage mis l'accent sur la qualité de vie et le renforcement de la classe moyenne.

Pour la plupart des participants, l'objectif de rendre la vie plus abordable supposait d'adopter des politiques et des mesures concrètes pour s'attaquer au coût élevé des aliments et du logement, par exemple, ou pour assurer aux Canadiens un « salaire décent » et réduire les impôts des particuliers. Les commentaires des participants ont montré à quel point la hausse des prix les touche personnellement; beaucoup ont dit qu'ils n'arrivent tout simplement pas à améliorer leur sort, car l'augmentation du coût de la vie dépasse de loin toute majoration correspondante des salaires. Certains hommes de Trois-Rivières ont vu une relation de cause à effet entre ce manque d'abordabilité et la baisse de la qualité de vie.

À Kentville, les participants ont fait valoir que l'objectif de rendre la vie plus abordable exige de « briser le cycle » intergénérationnel de la dépendance envers l'aide sociale. Ils ont également fait remarquer qu'une part importante de leur chèque de paye sert à payer le loyer ou l'hypothèque et qu'il ne reste pas grand-chose pour les autres nécessités de la vie. La situation des gens qui « vivent d'un chèque de paye à l'autre » a été évoquée dans ce contexte.

À Iqaluit, le coût élevé du transport, les lacunes du transport en commun, le déficit d'infrastructures en général, les frais d'expédition des aliments et l'insuffisance des salaires sous-tendaient le désir exprimé par les participants de voir le gouvernement fédéral accorder une priorité accrue à l'abordabilité.

Dans l'ensemble, de nombreux participants ont considéré l'abordabilité comme un « enjeu supérieur », comme un objectif premier auquel contribuent d'autres objectifs liés à la qualité de vie, au bien-être, à la prospérité, etc.

### ● **Améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens**

Chez les participants qui ont considéré l'amélioration de la qualité de vie comme un objectif clé pour le gouvernement du Canada, il était entendu que cet objectif touchait tous les aspects de la vie. Alors que la notion d'abordabilité leur paraissait davantage axée sur le coût de la vie, la notion de qualité de vie englobait la vie professionnelle, la vie personnelle ou familiale, la santé, le coût de la vie et le sentiment général de sécurité financière.

Certains participants ont souligné que la qualité de vie était particulièrement préoccupante étant donné le vieillissement de la population canadienne. Ils se sont dits inquiets de voir la qualité de vie des aînés décliner au Canada; certains appréhendaient également leur propre situation en vieillissant et s'interrogeaient sur les perspectives des plus jeunes générations. Ils avaient l'impression que bien des gens sont involontairement laissés pour compte par nos systèmes sociaux.

### **Priorités intermédiaires**

#### **● Améliorer le niveau de vie des Canadiennes et des Canadiens**

Pour bon nombre de participants, l'objectif d'améliorer le niveau de vie s'apparentait à celui d'améliorer la qualité de vie. Ils ont toutefois davantage associé le premier à l'établissement d'échelles salariales qui donneraient aux gens les moyens de vivre raisonnablement bien, alors que le second semblait évoquer un plus large éventail de possibilités.

À Iqaluit, où les femmes ont eu tendance à insister davantage sur cet objectif que leurs homologues masculins, la discussion a surtout porté sur l'amélioration du niveau de vie par l'ajout de logements.

#### **● Favoriser la croissance et le renforcement de la classe moyenne**

Exception faite d'Iqaluit, près de la moitié des participants des autres villes ont inclus le renforcement de la classe moyenne parmi leurs grandes priorités.

Certains participants ont soutenu que le succès d'une société est fortement tributaire du succès de sa classe moyenne; or, il leur semblait que celle-ci est en déclin, ou du moins qu'elle peine à maintenir ses acquis et à progresser. La question de l'inégalité croissante des revenus a pris un relief particulier à Hamilton. À Kentville, les participants ont expliqué qu'en renforçant la classe moyenne, on réduirait le nombre de personnes qui dépendent de l'aide sociale et du soutien du revenu, ce qui permettrait de réorienter des fonds publics vers d'autres priorités.

En revanche, d'après certains, le choix de concentrer les efforts exclusivement sur la classe moyenne présente l'inconvénient de négliger les problèmes et la situation des personnes qui ont le plus besoin d'aide, en particulier celles qui vivent dans la pauvreté. De l'avis de plusieurs participants, il est plus important de répondre aux besoins des gens en difficulté, de sorte que tous les Canadiens soient sur un pied d'égalité.

Dans le contexte de cette discussion, les participants d'Iqaluit ont rappelé les promesses historiques faites aux Inuits, leur garantissant l'accès à une existence de classe moyenne, où le coût du logement et de l'électricité, par exemple, serait pris en charge et où ils n'auraient pas à payer d'impôt foncier. Par ailleurs, l'objectif de renforcer la classe moyenne a trouvé davantage écho chez les hommes que chez les femmes d'Iqaluit. Les hommes étaient plus enclins à considérer que l'appartenance à la classe moyenne à Iqaluit ne confère pas d'avantages particuliers, puisque même les personnes de classe moyenne peinent toujours à joindre les deux bouts.

### **Priorités de moindre importance**

En comparaison, relativement peu de participants ont choisi les objectifs de favoriser l'épanouissement, la satisfaction ou la prospérité des Canadiens à titre de premières priorités pour le gouvernement du Canada. Certains ont fait remarquer que la notion d'épanouissement connote l'idée de force et de cohésion, mais dans l'ensemble ces objectifs ont paru trop flous ou trop subjectifs pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre de mesures précises par le gouvernement.

D'après les participants, puisque les gens font des choix individuels qui se répercutent directement sur leur satisfaction générale, il est possible que l'objectif d'assurer la satisfaction des Canadiens, par exemple, ne soit pas à la portée du gouvernement ou dépasse son champ de compétence. Comme certains l'ont fait remarquer, il y a des gens qui ne sont jamais satisfaits. Dans la même veine, plusieurs ont signalé que les progrès de la société vers la réalisation de ces objectifs seraient difficilement mesurables.

#### ● **Améliorer le bien-être des Canadiennes et des Canadiens**

Tous groupes confondus, moins de la moitié des participants ont retenu l'amélioration du bien-être des Canadiens parmi leurs principales priorités. Pour certains, l'amélioration du bien-être englobait la lutte contre les disparités économiques et les inégalités de revenu, l'établissement d'un salaire minimum, l'accès à la gratuité scolaire et l'amélioration de l'état de santé de tous les Canadiens, y compris dans les réserves autochtones où des avis d'ébullition d'eau sont toujours en vigueur. Plusieurs participants estimaient que la notion de bien-être implique également d'accorder plus d'attention à la santé mentale ou à la spiritualité des Canadiens, en plus de leur santé physique.

Du côté positif, comme l'a noté un participant, le but d'améliorer le bien-être des Canadiens comporte à la fois un volet économique et un volet social. À cet égard, certains participants trouvaient que la notion de bien-être présente l'avantage de mettre l'accent sur les gens, à un niveau personnel, ainsi que sur la société dans son ensemble, y compris les entreprises. Cette notion a aussi été associée à une vision plus équilibrée de la personne, tenant compte de sa santé mentale, physique, environnementale et de sa fierté. De l'avis d'une personne de Kentville, il y a au cœur de cette notion un aspect « protecteur », l'intention de pourvoir aux nécessités de la vie au lieu de les passer sous silence. De même, comme l'a signalé un participant d'Iqaluit, l'objectif d'assurer le bien-être suppose que l'on ait couvert les besoins fondamentaux tels le logement, l'alimentation, l'école, les vêtements, l'emploi, etc. (« les choses normales du quotidien »).

Si les participants ont eu tendance à considérer l'amélioration du bien-être comme un objectif louable pour le gouvernement du Canada, nombre d'entre eux ont reproché au concept son caractère un peu trop général. Ils craignaient que la vaste portée de cet objectif et son manque de précision empêchent le gouvernement de prendre des mesures concrètes et ciblées. Cependant, d'autres étaient d'avis que les notions de bien-être et de qualité de vie sont étroitement reliées. Indépendamment de ces deux points de vue, une proportion importante des femmes de Trois-Rivières se sont entendues pour dire qu'au final, les gouvernements agiront dans l'intérêt supérieur de la population et en se souciant de son bien-être.

## Garde d'enfants (Hamilton, Trois-Rivières, Kentville)

Dans pratiquement tous les groupes qui ont abordé ce sujet, près de la moitié des participants utilisaient des services de garde d'enfants ou y avaient eu recours par le passé.

Suit une liste des enjeux ou problèmes soulevés en lien avec ces services :

- L'abordabilité, en particulier pour les familles qui inscrivent plus d'un enfant à la garderie
- Le problème des services de garde non agréés, généralement offerts en résidence privée, et la qualité des soins et de l'encadrement associés à cette formule plus abordable
- La question de la fiabilité et de la sécurité des garderies en général, et de la formation de leur personnel
- La disponibilité des places
- La recherche d'un emploi dans ce domaine et les titres requis (point mentionné par un participant de Hamilton qui avait étudié dans ce domaine, mais dont le diplôme ne correspondait pas à la reconnaissance privilégiée par la plupart des garderies)
- Les taux de rémunération des personnes travaillant dans le milieu

À Hamilton, la question des services de garde d'enfants a mené à une discussion plus vaste sur les coupes provinciales dans le domaine de l'éducation et leurs répercussions attendues sur les enfants, en particulier ceux qui ont des troubles d'apprentissage.

### **Priorités du gouvernement du Canada en matière de garde d'enfants**

Après avoir remis aux participants une liste comportant quatre objectifs généraux auxquels le gouvernement du Canada pourrait accorder la priorité dans le dossier de la garde d'enfants, nous leur avons demandé de les classer par ordre d'importance sur une échelle allant de 1 à 4.

- Rendre les services de garde d'enfants plus abordables
- Créer plus de places dans les services de garde d'enfants près de mon lieu de résidence ou de travail
- Réduire les listes d'attente pour les places en garderie
- Améliorer la qualité des services de garde d'enfants

L'objectif de « rendre les services de garde d'enfants plus abordables » et celui d'« améliorer la qualité des services de garde d'enfants » sont le plus souvent arrivés en tête de classement. La réduction des listes d'attente pour les places en garderie a recueilli certains appuis, mais a généralement figuré au bas de la liste avec la création de places dans les services de garde d'enfants près du lieu de résidence ou de travail.

Quelques écarts sont apparus en fonction du lieu et du sexe des participants. À Trois-Rivières, l'abordabilité des services a beaucoup moins retenu l'attention, figurant au troisième ou au quatrième rang des priorités. La réduction des listes d'attente a été considérée comme l'objectif à privilégier dans les deux groupes, tandis que la création de places supplémentaires a compté par les premiers choix retenus par les hommes. À Hamilton et à Kentville, l'objectif de l'abordabilité l'a emporté avec une





nette longueur d'avance sur les autres objectifs possibles. Cela dit, plusieurs participants de Kentville ont aussi attaché une grande importance à l'amélioration de la qualité des services.

Les participants pour qui l'abordabilité était un objectif prioritaire ont évoqué les frais considérables qu'il faut engager pour élever des enfants et les difficultés qui en résultent pour les familles à faible revenu. Certains ont noté que les frais de garderie engloutissent une part appréciable des revenus familiaux et que si ces frais diminuaient, les ménages disposeraient d'un surplus pour couvrir d'autres besoins. Quelques participants ont fait remarquer que les répercussions financières des frais de garde dissuadent certains parents de réintégrer le marché du travail. Certaines personnes avaient l'impression de devoir choisir entre leur travail et leur famille.

D'autres ont considéré que les frais de garde représentaient un investissement dans les premières années de formation des enfants et que ces dépenses porteraient leurs fruits jusqu'à l'âge adulte. Par ailleurs, ils ont fait un lien entre les coûts et la qualité des services de garde, en tenant pour acquis que des services fiables, de qualité, fournis par des personnes compétentes, comportent nécessairement des coûts un peu plus élevés.

En dernière analyse, les commentaires reflétaient l'idée que les enfants sont précieux et qu'il faut en prendre soin et bien les entourer à ce stade de leur vie. Autrement dit, si en tant que société nous valorisons les enfants et les jeunes, alors nous devons investir dans leur développement.

En ce qui concerne les participants qui ont opté pour une réduction des listes d'attente en guise de priorité, leur raisonnement était qu'indépendamment du coût, les parents ne sont pas plus avancés s'il leur est impossible de trouver une place de garderie pour leurs enfants. Quelques participants pensaient également que la réduction des listes d'attente créerait plus d'emplois pour les éducateurs et les éducatrices qualifiés.

Certains participants du groupe d'hommes de Trois-Rivières se sont demandé si les objectifs envisagés par le gouvernement fédéral n'empiétaient pas sur un domaine de compétence provinciale. Dans un tel cas, les participants croyaient qu'il pourrait en découler des conflits fédéraux-provinciaux, en particulier avec le Québec, ce qui accentuerait le sentiment d'isolement perçu dans la province. Cela dit, les participants étaient en faveur de tout financement accru accordé aux provinces par le gouvernement du Canada.

À la question de savoir si le gouvernement devrait se concentrer davantage sur l'amélioration de l'offre et de la qualité des services de garde parascolaires ou sur la garde d'enfants d'âge préscolaire, les avis ont été partagés. À Trois-Rivières toutefois, presque tous les hommes ont recommandé que les efforts portent sur la garde des enfants qui ne fréquentent pas encore l'école, alors que le groupe des femmes a défendu le point de vue opposé.

Certains participants ont soutenu que de meilleurs services de garde avant et après l'école donneraient aux enfants des activités structurées et éviteraient qu'ils ne se livrent à des activités douteuses, voire risquées, surtout dans les communautés où les activités parascolaires sont quasi inexistantes. Les participants ont également expliqué que, dans bien des cas, les heures de classe ne correspondent pas aux horaires de travail des parents, ce qui oblige ces derniers à prendre d'autres dispositions pour faire



garder leur enfant. Cette situation pose problème à de plus en plus de gens qui travaillent par quart ou qui ont des heures de travail prolongées.

À l'inverse, les participants qui préconisaient de meilleurs services de garde pour les enfants d'âge préscolaire avaient pour leur dire que les enfants sont particulièrement vulnérables à ce stade de leur développement et qu'ils profiteraient de services de garde de qualité. Ils étaient également d'avis que cette option offrirait davantage de possibilités d'apprentissage structuré aux tout-petits.

Plusieurs participants de Hamilton se sont montrés réticents à prendre parti pour l'une ou l'autre de ces options. Par ailleurs, ils pensaient que dans l'idéal, les parents devraient avoir le choix de rester à la maison avec leurs enfants ou de les mettre à la garderie. Ils ont toutefois reconnu les difficultés des familles vivant avec un seul revenu, conscients que ce scénario n'était pas à la portée de tout le monde.

## Soins de santé (Kentville)

Invités un peu plus tôt dans la discussion à décrire les défis locaux et les besoins en infrastructures de leur collectivité, les participants de Kentville ont soulevé plusieurs enjeux liés aux soins de santé. La pénurie de médecins, le manque d'hôpitaux et d'établissements de soins de longue durée ainsi que les lacunes au chapitre des services de santé mentale et de toxicomanie ont été des thèmes récurrents.

Par la suite, lorsqu'il s'est agi d'identifier les principaux défis auxquels leur collectivité était confrontée dans le domaine de la santé, nombre des mêmes enjeux ont resurgi. Les participants ont à nouveau évoqué le grave problème de pénurie de médecins à Kentville ainsi que la longueur des temps d'attente. Le coût des ordonnances a été signalé dans le groupe des hommes. En règle générale, cependant, les femmes ont plus activement pris part à la discussion sur les soins de santé. Elles ont reparlé de santé mentale, en particulier du manque d'intervenants spécialisés dans ce domaine, de la difficulté d'accès aux services et des longues listes d'attente. Au sujet de l'accès aux soins, elles ont également relevé le manque de personnel infirmier et de spécialistes, le manque de matériel (par exemple, des appareils d'imagerie par résonance magnétique), l'insuffisance des services de soins contre le cancer et le manque d'attention portée aux problèmes de dépendance.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de mesures prises par le gouvernement fédéral en matière de soins de santé au cours des dernières années, les hommes n'ont pu se rappeler de mesures précises, et quelques femmes se sont vaguement souvenues d'efforts pour recruter des médecins (dans d'autres provinces ou à l'étranger) pour pallier leur pénurie dans la région.

### **Priorités du gouvernement du Canada en matière de soins de santé**

Nous avons remis à chacun des participants une feuille de travail comportant une liste de onze priorités en matière de santé (voir ci-dessous), en leur demandant d'en choisir trois que le gouvernement du Canada devrait traiter de façon immédiate.



- Remédier à la pénurie de médecins et de personnel en soins infirmiers
- Fournir à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens un accès juste et équitable à des médicaments sur ordonnance abordables
- Aider les Canadiennes et les Canadiens à adopter de saines habitudes alimentaires en rendant les aliments sains plus abordables
- Réduire le temps d'attente en ce qui concerne les services en santé mentale
- Prévoir des investissements importants en recherche pour trouver de nouveaux remèdes et traitements pour des maladies
- Offrir un soutien financier aux fournisseurs de soins pour permettre à un plus grand nombre de personnes malades de demeurer à la maison
- Rendre les soins palliatifs plus accessibles et abordables pour les personnes qui en ont besoin
- Offrir un traitement aux personnes dépendantes des opioïdes et d'autres drogues illégales
- Aider financièrement les Canadiennes et les Canadiens à se procurer l'équipement nécessaire pour composer avec leurs déficiences
- Prendre des mesures pour s'assurer que tous les enfants sont vaccinés, sauf ceux ayant des allergies ou des problèmes médicaux et qui ne peuvent être vaccinés
- Veiller à ce que tout le monde ait accès à des moyens contraceptifs abordables

Le projet de remédier à la pénurie de médecins et de personnel infirmier s'est révélé de loin la priorité absolue dans les groupes de Kentville, tant pour les femmes que pour les hommes. La réduction des temps d'attente pour l'accès aux services de santé mentale était également aux premiers rangs des préoccupations des femmes. Les hommes, pour leur part, ont accordé la deuxième place au fait d'assurer aux Canadiens « un accès juste et équitable à des médicaments sur ordonnance abordables », alors que cet enjeu avait un peu moins d'importance aux yeux des femmes.

### **Priorités de premier plan**

#### **● Remédier à la pénurie de médecins et de personnel en soins infirmiers**

Cet enjeu plus que tout autre a retenu l'attention tant des hommes que des femmes de Kentville. Pratiquement tous les participants l'ont classé parmi leurs trois grandes priorités, et la plupart l'ont désigné comme la priorité numéro un. Les participants ont fait remarquer que sans médecins ni infirmières, les hôpitaux, les cliniques et les cabinets médicaux sont de peu de secours. Ils ont également tenu la pénurie d'effectifs pour la cause probable des longs délais d'attente et des difficultés d'accès aux soins. Plusieurs ont ajouté que le manque d'accès aux soins entraîne une augmentation des maladies, qui à leur tour exercent de nouvelles pressions sur le système, dans un cycle sans fin.

#### **● Fournir à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens un accès juste et équitable à des médicaments sur ordonnance abordables**

L'accès à des médicaments d'ordonnance abordables a fait l'objet de mentions spontanées dans le groupe d'hommes de Kentville. Nombre des participants qui ont retenu cette priorité ont invoqué à l'appui de leur choix le coût élevé des médicaments en l'absence d'un régime offert par l'employeur.

Cet argument a plus particulièrement été mis de l'avant par les hommes. Bien que les femmes aient également considéré l'abordabilité des médicaments d'ordonnance comme une priorité, elles l'ont généralement classée à un rang inférieur.

#### ● **Réduire le temps d'attente pour obtenir des services de santé mentale**

La question des temps d'attente associés aux services de santé mentale a presque toujours figuré parmi les trois grandes priorités des femmes. Leur expérience personnelle, directe ou indirecte, a motivé l'importance accordée à cet enjeu. Le manque de soutiens communautaires, le nombre restreint de travailleurs en santé mentale, les services inadéquats pour les sans-abris et les toxicomanes sont autant de facteurs qui ont contribué au choix de cette priorité, en particulier dans le groupe des femmes.

#### **Priorités de moindre importance**

Outre les priorités de premier plan, les participants devaient repérer dans la liste tout enjeu qui ne devrait pas constituer une priorité pour le gouvernement. L'exercice a fait ressortir un élément de la liste.

#### ● **Veiller à ce que tout le monde ait accès à des moyens contraceptifs abordables**

Dans les deux groupes interrogés, personne n'a considéré cet enjeu comme étant prioritaire. Nombre de femmes et quelques hommes pensaient même que le gouvernement ne devrait pas poursuivre un tel objectif. De leur point de vue, les contraceptifs se vendent à bon marché et sont donc accessibles à tout le monde. Les participants ont aussi rappelé que de nombreuses cliniques distribuent ces produits gratuitement aux personnes qui n'ont pas les moyens de les acheter.

#### **Assurance-médicaments**

Invités à définir la notion d'un « accès juste et équitable » à des médicaments sur ordonnance abordables, la plupart des participants ont compris que cela signifiait la possibilité d'obtenir les médicaments dont ils ont besoin, à un prix qu'ils peuvent se permettre, indépendamment de leur situation financière ou du fait qu'ils bénéficient ou non d'une couverture d'assurance. Bon nombre d'hommes estimaient que cela devrait prendre la forme d'un tarif unique de 5 \$ par ordonnance.

Peu de gens étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour assurer un accès à des médicaments sur ordonnance abordables; pourtant, toutes les femmes et la plupart des hommes ont affirmé que cela les toucherait personnellement.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient déjà entendu le terme « assurance-médicaments », tous les participants ou presque ont répondu par l'affirmative. Les interprétations ont varié; pour certains, il s'agissait d'un système universel de gratuité des médicaments; pour d'autres, d'un programme tenant compte du revenu ou comportant une structure de partage des paiements.



### Exercice de dénomination

Nous avons distribué à chaque participant une feuille de travail comprenant une liste de douze noms potentiels pour le programme du gouvernement fédéral visant à favoriser l'accès aux médicaments d'ordonnance :

- Affordable Drug Strategy (Stratégie pour des médicaments abordables)
- Affordable Prescriptions Program (Programme de médicaments sur ordonnance abordables)
- Canada Prescription Plan (Régime des ordonnances du Canada)
- Canadian Drug Plan (Régime canadien des médicaments)
- Comprehensive Drug Care (Assurance-médicaments globale)
- Comprehensive Prescription Plan (Régime global des ordonnances)
- National Pharmacare Plan (Régime national d'assurance-médicaments)
- National Prescription Insurance (Assurance nationale pour les médicaments d'ordonnance)
- Prescription Access Plan (Régime d'accès aux médicaments sur ordonnance)
- Universal Drug Care (Assurance-médicaments universelle)
- Universal Pharmacare Program (Programme universel pour l'assurance-médicaments)
- Universal Prescription Plan (Régime universel des médicaments sur ordonnance)

Les participants ont été invités à cocher les noms qu'ils préféraient et à encercler celui qui leur paraissait le meilleur pour désigner ce type de stratégie.

### Noms préférés

Bien qu'aucun des noms de la liste n'ait rallié tout le monde, « Universal Drug Care » (Assurance-médicaments universelle) et « National Pharmacare Plan » (Régime national d'assurance-médicaments) se sont démarqués comme premiers choix, suivis de « Prescription Access Plan » (Régime d'accès aux médicaments sur ordonnance).

● **Universal Drug Care (Assurance-médicaments universelle)** : Pour les partisans de ce nom, le terme « universal » évoquait la notion d'inclusion, sans égard à la race, au sexe, aux handicaps, aux problèmes de santé, etc. En revanche, quelques participants du groupe d'hommes ont objecté que le terme « drug » avait des connotations péjoratives. D'autres ont trouvé que le nom avait un caractère trop général, qui soulève des questions quant aux éléments couverts ou non couverts, surtout pour des articles comme les bâtonnets diagnostiques, les machines et les fournitures, par exemple.

● **National Pharmacare Plan (Régime national d'assurance-médicaments)** : Plusieurs participants ont aimé le mot « national » parce qu'il indique que le régime s'applique à l'ensemble du pays. Le terme « pharmacare », utilisé dans cette expression ou dans d'autres, a également suscité un certain intérêt dans les groupes. Lors de la discussion préliminaire, les gens avaient dit que le terme leur était familier et qu'ils avaient une bonne idée de ce qu'il désigne. Quant au terme « plan », il évoquait dans

l'esprit des participants quelque chose d'utile, de réfléchi, de structuré et d'abordable. Inversement, certaines personnes ont fait remarquer que ce terme fait référence à quelque chose qui se produira dans l'avenir et qu'en ce sens, il ne convient pas à la stratégie envisagée.

● **Prescription Access Plan (Régime d'accès aux médicaments sur ordonnance)** : Les participants ont jugé que le terme « prescription » est plus précis, plus clair ou plus positif que « drug ». Ils avaient également l'impression qu'il recouvre un éventail de traitements, y compris la thérapie.

### **Autres préférences et divergences**

Quelques personnes ont trouvé que le terme « program » évoquait quelque chose de temporaire.

Le terme « Canadian » a été compris comme s'appliquant à la fois au pays et à ses habitants. Les participants y ont associé la notion d'égalité.

Le terme « strategy », dans la dénomination « Affordable Drug Strategy » (Stratégie pour des médicaments abordables), a paru trop imprécis aux participants, surtout aux femmes.

Certains répondants ont signalé que le nom « Canada Prescription Plan » avait la même abréviation que « Canada Pension Plan » (Régime de pensions du Canada) et donnait l'impression que ce régime existait déjà.

## Environnement (Hamilton, Trois-Rivières, Iqaluit, Kentville)

### **Enjeux environnementaux nationaux**

Au chapitre des enjeux environnementaux actuels du Canada, les participants ont cité les changements climatiques, les émissions, la qualité de l'air et les catastrophes naturelles tels les feux de forêt et les inondations, comme étant les plus préoccupants. Ils ont plus précisément pointé du doigt l'utilisation de combustibles fossiles — provenant entre autres des sables bitumineux, qui leur paraissent contribuer de façon importante aux changements climatiques. Beaucoup ont dit attendre du gouvernement qu'il fasse preuve de leadership et prenne des mesures pour accentuer l'utilisation de sources d'énergie propre et renouvelable. Cependant, ils étaient également d'avis que la lutte contre les changements climatiques appelle un effort d'envergure internationale, et que si le Canada a un rôle à jouer, d'autres pays aussi doivent s'impliquer. Les participants ont jugé que les États-Unis, en particulier, doivent en faire davantage dans ce dossier.



La pollution en général et la pollution de l'eau en particulier ont également figuré parmi les grands enjeux environnementaux, tout comme les menaces pesant sur les animaux et la perturbation de leur habitat. Il a ainsi été question de la faune, de la vie marine et des insectes, dont les abeilles. La déforestation et les feux de forêt ont aussi fait l'objet de mentions indépendamment des changements climatiques. La pollution par le plastique a été évoquée dans le groupe d'hommes de Trois-Rivières.

La gestion des déchets était également un thème présent à l'esprit de nombreux participants et au moins une ou deux personnes dans chaque groupe y ont fait allusion. La discussion a principalement porté sur l'exportation ou le recyclage de déchets canadiens à l'étranger et leur rapatriement au pays.

### **Enjeux environnementaux locaux**

Les participants ont activement pris part à la discussion portant sur les enjeux environnementaux locaux, reconnaissant qu'ils se sentent directement touchés par ces problèmes. La description des enjeux les plus urgents a sensiblement varié d'une ville et d'un groupe à l'autre et n'a pas fait consensus même au sein des groupes.

Les récentes inondations qui se sont produites à Trois-Rivières ainsi qu'ailleurs dans la province ont propulsé cet enjeu au haut de la liste chez les participants de la région. L'utilisation des plastiques et les décharges ont aussi été mentionnées parmi les enjeux locaux.

La pollution de l'eau, surtout causée par les produits chimiques et les plastiques, a continué d'être un motif de préoccupation majeure pour beaucoup. À Kentville, certains ont exprimé leurs inquiétudes concernant la potabilité de l'eau dans leur région. Le mauvais état des réseaux d'assainissement a également dominé à Kentville et à Iqaluit.

À Hamilton, les participants ont considéré que l'industrie sidérurgique était un problème environnemental qui avait des effets préjudiciables sur la qualité de vie et la santé publique. Le smog provenant des usines industrielles, par exemple, a été réputé contribuer à des risques accrus de problèmes respiratoires et à certains types de cancer. La pollution atmosphérique a également fait partie des préoccupations locales à Trois-Rivières, en raison des nombreuses usines en activité dans les environs.

Les participants d'Iqaluit ont évoqué différents enjeux locaux, entre autres les problèmes d'infrastructures routières et le risque que la construction de ports de mer perturbe les espèces sauvages.

Dans l'ensemble, les participants ont jugé que la responsabilité des enjeux environnementaux locaux incombe à tous les ordres de gouvernement, y compris le gouvernement fédéral.

### **Nouvelles environnementales du gouvernement du Canada**

En règle générale, les participants étaient plus ou moins au courant des nouvelles récentes du gouvernement du Canada en matière d'environnement, et ont surtout mentionné des sujets

génériques en lien avec les actualités. Nombre de participants ont affirmé avoir vu, lu ou entendu quelque chose, mais sans se rappeler les détails. Les mentions les plus fréquentes ont semblé correspondre aux enjeux environnementaux nationaux décrits plus haut.

Comme il en sera question dans la section qui suit, l'annonce récente de l'interdiction des plastiques à usage unique bénéficiait d'une notoriété moyenne et il a fallu un certain approfondissement pour que la majorité des participants se rappellent l'initiative. La plupart en ignoraient les détails et ne savaient pas quand ni comment l'interdiction s'appliquerait.

L'envoi de déchets aux Philippines et leur rapatriement au Canada, déjà cités dans le cadre des enjeux nationaux vus précédemment, ont fait l'objet de quelques mentions dans plusieurs groupes et villes à titre de nouvelle environnementale mettant en cause le gouvernement fédéral. Les participants étaient d'avis que le Canada devrait trouver de meilleures solutions pour le recyclage et la réduction des déchets afin de limiter la quantité de déchets envoyés à l'étranger.

Quelques participants de Hamilton et de Kentville se sont rappelés avoir entendu parler du projet d'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain Expansion (TMX), mais ne savaient pas exactement à quelle étape il en était, ni quelles mesures récentes le gouvernement du Canada avait prises dans ce dossier.

À Iqaluit, il a été question de l'annonce du gouvernement fédéral visant la création d'une aire marine protégée au nord de l'île de Baffin.

### **Interdiction des plastiques à usage unique (Hamilton, Trois-Rivières, Kentville)**

Quoique peu de participants de Hamilton, Trois-Rivière et Kentville aient spontanément mentionné le projet fédéral visant à interdire les plastiques à usage unique, la grande majorité des gens se sont rappelés avoir vu ou entendu quelque chose à ce sujet lorsque la question a porté plus précisément sur les mesures annoncées par le gouvernement pour lutter contre la pollution par le plastique.

Les participants avaient généralement quelques repères sur l'initiative — comprenant qu'il s'agissait d'interdire les plastiques « jetables », telles les pailles et les bouteilles d'eau — mais certains n'étaient pas en mesure de donner de détails.

Pour clarifier les choses, la courte description suivante a été fournie :

« **Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il désirait interdire l'utilisation d'objets en plastique à usage unique dès 2021 afin de réduire la pollution par le plastique.** »

Indépendamment de leur niveau de sensibilisation au sujet, la quasi-totalité des participants ont salué cette initiative comme étant utile et importante, voire même « très importante » aux dires de plusieurs. Beaucoup de gens ont dit s'inquiéter de la quantité de déchets plastiques produits et du caractère inadéquat de leur recyclage ou de leur élimination, qui explique que ces matériaux finissent dans les lacs et les océans. De plus, certains participants ont aisément fait le lien entre cet enjeu et de récents



reportages vus ou entendus aux nouvelles, notamment sur le plastique qui se retrouve désormais dans le saumon consommé par les Canadiens.

Invités à indiquer quels types de produits pourraient être visés par l'interdiction des plastiques à usage unique, les participants ont cité un large éventail d'articles, y compris, d'emblée, les pailles, les bouteilles en plastique et les sacs en plastique, mais aussi les couvercles à café, les assiettes et ustensiles jetables et les contenants pour emporter. Les femmes ont aussi couramment mentionné les applicateurs de tampon. Plusieurs participants souhaitaient que l'interdiction s'applique également aux emballages des produits de consommation.

Les participants ont reconnu que l'interdiction des plastiques à usage unique comportait une série d'inconvénients possibles, au premier chef la perte de commodité, et plusieurs estimaient que l'adoption de solutions de rechange risquait de poser un défi aux consommateurs. Un exemple courant était les pailles en papier, que de nombreux participants jugeaient moins durables que les pailles en plastique. Ce point a également soulevé l'inconvénient d'un retour à des solutions antérieures axées sur le papier, qui accentueraient la déforestation, aggravant donc un problème en tentant d'en régler un autre. Par ailleurs, tous les groupes ont mentionné le coût supplémentaire associé aux solutions de remplacement des plastiques à usage unique. Certains participants étaient convaincus que c'est le consommateur qui aurait à supporter cette hausse de coût.

Les participants pensaient que les effets de cette initiative sur l'emploi seraient globalement neutres. Si nombre de personnes reconnaissent que l'effondrement de l'industrie du plastique pouvait entraîner des pertes d'emplois, il leur semblait également que la mise au point de nouveaux produits et technologies de remplacement compenserait ces pertes en créant des emplois hautement spécialisés.

En ce qui concerne d'éventuels effets économiques, beaucoup croyaient que l'interdiction des plastiques à usage unique pouvait susciter des avantages économiques considérables, pour autant que sa mise en œuvre soit réussie. Le principe général consistant à produire moins de déchets a été vu d'un bon œil, en particulier à la lumière des économies qui seraient réalisées dans la gestion des déchets. Dans le même ordre d'idées, maints participants ont souligné que l'initiative profiterait aux lacs et aux océans canadiens, qui sont des ressources naturelles importantes pour l'économie du pays. Au final, compte tenu des dommages et de la pollution qu'ils attribuaient au plastique et de leur inquiétude commune à ce sujet, les participants étaient d'avis que les avantages de l'initiative l'emporteraient sur les inconvénients.

Lorsque nous leur avons demandé comment ils réagiraient si le gouvernement fédéral présentait des mesures législatives faisant porter aux entreprises la responsabilité de nettoyer les dégâts environnementaux causés par leur élimination des produits de plastique, la plupart des participants se sont dits favorables à l'idée, jugeant qu'une responsabilisation accrue des sociétés est de mise dans ce dossier. Certains s'attendaient à ce que l'adoption de cette loi donne lieu à des avantages économiques, sous la forme de nouveaux emplois dans la recherche-développement de solutions de rechange aux plastiques, et à ce qu'elle soit l'occasion pour le gouvernement d'investir dans la lutte contre d'autres problèmes environnementaux. Certains ont cependant dit craindre que ce type de politique dissuade les entreprises d'exercer leurs activités au Canada.

La majorité des participants étaient d'accord sur le fait que le gouvernement du Canada devrait limiter l'utilisation des plastiques dans ses propres ministères et organismes. Beaucoup croyaient que le gouvernement fédéral gagnerait à donner l'exemple, à communiquer ses résultats et ses succès, ce qui en encouragerait d'autres à adopter des mesures semblables.

### **Séquestration du carbone (Hamilton, Trois-Rivières)**

Le terme « séquestration du carbone » était très peu familier aux groupes de Hamilton et de Trois-Rivières. De rares participants ont dit avoir entendu parler de « captage du carbone », mais ils n'ont pas été en mesure d'expliquer de quoi il s'agissait durant la discussion.

Pour plus de clarté, la description qui suit a été remise aux participants :

**« La séquestration du carbone, aussi appelée le captage du carbone, est un processus par lequel le dioxyde de carbone est retiré de l'atmosphère et stocké sous terre, sous l'eau ou dans des champs de pétrole épuisés, afin de réduire le niveau des gaz nocifs qui contribuent au changement climatique. »**

**Certains disent que la séquestration du carbone est une nouvelle approche novatrice pour faire face aux changements climatiques et que le Canada est en bonne position pour développer une industrie de pointe du captage du carbone en raison de notre grande masse terrestre et de nos anciens champs pétroliers qui pourraient être réaffectés à cette tâche. D'autres affirment que la technologie est encore trop coûteuse à utiliser à grande échelle et découragerait les gens de prendre des mesures pour réduire leurs émissions. »**

La plupart des participants étaient opposés à l'idée d'investir dans la séquestration du carbone, pour diverses raisons. En premier lieu, beaucoup appréhendaient les risques inconnus du stockage du carbone et ses dommages environnementaux potentiels à plus long terme, étant donné qu'il s'agit d'une toute nouvelle initiative. Les inquiétudes avaient trait à l'impact du procédé sur les sols et sur le système hydrographique du Canada, ainsi qu'aux conséquences qui découleraient d'une défaillance ou d'un bris du système de stockage. Nombre de participants qui avaient pris parti contre le projet croyaient qu'il ne pouvait s'agir que d'une solution temporaire, ponctuelle, à un problème plus vaste. À priori, beaucoup jugeaient que cela encouragerait les comportements polluants.

Cela dit, plusieurs avantages économiques ont également été mis de l'avant. Certains participants voyaient là une solution acceptable à court terme pour combattre les effets des changements climatiques. D'autres ont opiné qu'il y aurait des aspects très positifs à faire du Canada un leader de la séquestration du carbone et que les nouveaux projets de recherche-développement dans ce domaine pourraient créer des secteurs d'emploi spécialisés.

## Mesures environnementales du gouvernement du Canada (Trois-Rivières)

Les participants de Trois-Rivières se sont vu remettre une liste de mesures que le gouvernement du Canada avait déjà prises en matière d'environnement. Ils devaient choisir celles qui auraient « le plus d'impact », à leur avis, ainsi que celles qui en auraient le moins. La liste comportait les éléments suivants :

- Annonce d'un plan d'interdiction des plastiques à usage unique d'ici 2021
- Création d'une politique sur l'intégrité scientifique qui permet aux scientifiques du gouvernement fédéral de parler de la science et de leur recherche sans avoir à obtenir une approbation (des superviseurs ou gestionnaires)
- Création de nouvelles aires marines protégées de sorte que 10 % des aires marines et côtières du Canada sont maintenant protégées
- Investissement de 1,5 milliard de dollars dans un nouveau « Plan de protection des océans » pour protéger les côtes et les voies navigables du Canada au moyen de nouveaux équipements, de nouvelles capacités de recherche et de nouvelles capacités d'intervention d'urgence
- Tarification de la pollution pour faire payer aux grands émetteurs leur impact sur l'environnement, avec une redistribution des revenus à la population canadienne sous forme de paiements incitatifs ou de transferts aux provinces
- Signature de l'Accord de Paris sur le changement climatique pour coopérer avec la communauté internationale dans le cadre d'un plan de lutte contre le changement climatique

### Mesures susceptibles d'avoir le plus d'impact

#### ● Annonce d'un plan d'interdiction des plastiques à usage unique d'ici 2021

Les participants ont été unanimes à penser que le plan d'interdiction de l'usage des plastiques à usage unique d'ici 2021 serait la mesure fédérale qui aurait le plus d'impact parmi tous les éléments de la liste. De leur point de vue, c'était également la principale mesure qui devrait retenir l'attention du gouvernement du Canada, étant donné les effets en cascade de la pollution par le plastique et la possibilité pour tous de contribuer à l'initiative. Certains participants croyaient d'ailleurs que l'annonce elle-même avait déjà influé sur leur comportement. De plus, beaucoup aimaient le fait que cette mesure comporte un objectif concret et une date.

Un nombre important de participants se sont également entendus pour dire que ces autres mesures environnementales étaient susceptibles d'avoir un impact :



- Création de nouvelles aires marines protégées de sorte que 10 % des aires marines et côtières du Canada sont maintenant protégées
- Investissement de 1,5 milliard de dollars dans un nouveau « Plan de protection des océans » pour protéger les côtes et les voies navigables du Canada au moyen de nouveaux équipements, de nouvelles capacités de recherche et de nouvelles capacités d'intervention d'urgence
- Tarification de la pollution pour faire payer aux grands émetteurs leur impact sur l'environnement, avec une redistribution des revenus à la population canadienne sous forme de paiements incitatifs ou de transferts aux provinces

En ce qui concerne la signature de l'Accord de Paris sur le changement climatique, la plupart des participants du groupe d'hommes avaient l'impression que cette mesure aurait des effets, alors que le groupe de femmes était partagé sur ce point. Les femmes qui croyaient en son efficacité ont fait valoir que la portée mondiale ou internationale de l'accord était significative. Parmi celles qui éprouvaient des doutes, certaines ont dit que c'était une question trop complexe ou qu'il était trop tôt pour se prononcer, tandis que d'autres éprouvaient un certain cynisme et ont considéré qu'il s'agissait d'un simple exercice de relations publiques.

### **Mesures qui n'auront pas d'impact**

- **Création d'une politique sur l'intégrité scientifique qui permet aux scientifiques du gouvernement fédéral de parler de la science et de leur recherche sans avoir à obtenir une approbation (des superviseurs ou gestionnaires)**

Parmi toutes les mesures environnementales énumérées, celle-ci a paru la plus susceptible de n'avoir aucun impact, en partie parce que son sens et son contexte n'ont pas été immédiatement clairs. Certaines personnes n'ont pas bien saisi le contenu de l'énoncé, ni la raison d'être de cette politique. Cela dit, les participants ont fait remarquer que les scientifiques du gouvernement sont une source d'information fiable et précieuse. Cette appréciation est surtout venue des femmes. Pour leur part, certains des hommes trouvaient tout simplement que la politique manquait de concret et qu'il y avait peu de chances qu'elle se traduise par des effets importants sur l'environnement.

### **Le gouvernement du Canada est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?**

À la lumière des mesures environnementales déjà adoptées, les participants des groupes de Trois-Rivières ont reconnu presque à l'unanimité que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne la gestion des questions environnementales. Ils ont également réclamé que des mesures supplémentaires soient prises et voulaient voir des résultats; ils jugeaient important que le gouvernement continue d'agir.

### **Autres mesures de protection de l'environnement**

En complément aux mesures déjà prises, les répondants ont suggéré une foule d'autres initiatives que le gouvernement du Canada pourrait lancer pour protéger l'environnement. En voici la liste :

#### **Promotion et mesures incitatives**

- Sensibiliser davantage le public aux questions environnementales
- Communiquer aux Canadiens les mesures qui ont été prises
- Faire un suivi pour évaluer les effets ou les résultats des lois et règlements nouvellement adoptés
- Créer des incitatifs financiers pour encourager des comportements écologiques

#### **Gestion des déchets**

- En faire davantage pour le recyclage
- Rendre le compostage plus accessible
- Investir en recherche-développement pour remplacer les plastiques et d'autres polluants

#### **Protection des terres et des eaux**

- Prendre d'autres mesures visant à protéger les forêts
- Accroître la protection des fleuves, des lacs et des cours d'eau

#### **Émissions de carbone**

- Offrir de nouveaux incitatifs financiers pour l'achat de véhicules électriques et poursuivre l'électrification des systèmes de transport et de transport en commun du Canada
- Réduire la dépendance du Canada à l'égard du pétrole

## Tarification de la pollution (Hamilton)

La question de la tarification de la pollution a été examinée dans les deux groupes de Hamilton, en Ontario, où la tarification fédérale de la pollution s'applique.

### **Notoriété spontanée**

La notoriété spontanée du plan du gouvernement fédéral visant à tarifier la pollution était faible à Hamilton. Les participants étaient peu nombreux à connaître le terme « tarification de la pollution » et en particulier son lien avec les émissions de gaz à effet de serre (GES). Dans la plupart des cas, ceux à qui l'expression était familière — une poignée de gens dans chaque groupe — pensaient qu'elle s'appliquait à d'autres formes de pollution, ou à toute forme de pollution, et qu'il s'agissait d'une politique ou d'un principe général, ce qui a engendré une certaine confusion. L'emploi de l'expression « taxe sur le carbone » a donné lieu à une reconnaissance plus large.



Le nouveau programme fédéral a généralement fait l'objet d'associations neutres ou positives. Lorsqu'il a été question des inconvénients, la conversation a porté sur l'augmentation perçue des prix à la pompe et à l'épicerie. Certains participants se sont aussi inquiétés d'éventuelles pertes d'emplois.

Peu de gens comprenaient que la tarification de la pollution consiste à imposer des tarifs aux entreprises en fonction de la quantité d'émissions de carbone qu'elles produisent. Au lieu de cela, la plupart avaient l'impression que le gouvernement chargeait arbitrairement les entreprises de remédier au problème. La majorité des gens n'étaient cependant pas très au courant des détails du programme ou les trouvaient déroutants. Quelques participants étaient conscients que la tarification de la pollution était contestée dans certaines provinces.

### **Perceptions à l'égard de la tarification de la pollution**

Après avoir évalué la notoriété spontanée de cette initiative, nous avons lu la description qui suit aux participants :

**En 2016, le gouvernement du Canada, qui a annoncé un plan pour tarifier la pollution à l'échelle du pays, a demandé à chaque province de mettre au point son propre plan avant la fin de 2018.**

**Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il se chargera de mettre en application sa tarification de la pollution dans les quatre provinces qui n'ont toujours pas mis en œuvre leur système : l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick.**

**Dans le cadre de ce système, les tarifs que les entreprises devront payer seront fondés sur la quantité d'émissions de carbone qu'elles produisent. Tous les revenus perçus [en / au NOM DE LA PROVINCE] demeureront [en / au NOM DE LA PROVINCE] — 90 % seront remis directement aux résidents sous forme de mesure incitative. Le ménage moyen recevra environ (ONT. : 300 \$; N.-B. : 248 \$; Man. : 336 \$); 10 % seront remis aux petites entreprises, aux hôpitaux et aux écoles.**

Ce programme a reçu un soutien mitigé de la part des participants. Sur une note positive, la plupart se sont dits favorables à l'intervention du gouvernement fédéral en matière d'environnement, laquelle leur paraît à la fois importante et nécessaire, et notamment à ses efforts de réduction des émissions et de lutte contre les changements climatiques. Le fait que l'argent reste dans la province a également été perçu comme un avantage de poids offert par le programme.

Les gens ont trouvé utile de savoir que la responsabilité de régler le problème du carbone revient aux entreprises. Cet éclaircissement concernant le fait que les tarifs ciblent les grands émetteurs de carbone a suscité des réactions favorables. Certains participants ont fait le raisonnement que les entreprises réduiraient leurs émissions de carbone afin de réduire leurs tarifs, motivées qu'elles sont généralement par l'objectif d'accroître leurs bénéfices. Cependant, la possibilité que les entreprises se contentent de refiler leurs coûts aux clients, en augmentant les prix, au lieu d'agir pour réduire les émissions, en a aussi inquiété plusieurs. D'autres ont dit craindre que des entreprises quittent le Canada pour éviter de payer ces tarifs. Quelques participants ont indiqué qu'il serait bon de prendre

connaissance d'études de cas menées dans d'autres pays riches en ressources naturelles où cette politique a connu du succès.

Certains participants de Hamilton ont aimé l'idée de la mesure incitative aux résidents : ils trouvaient judicieux de faire des paiements incitatifs, surtout aux particuliers et aux organisations qui en ont le plus besoin, en vue d'atténuer l'impact d'éventuelles hausses des coûts. Quelques personnes se sont rappelé avoir vu quelque chose à ce sujet sur leur formulaire d'impôt. Certaines ont décrit l'approche comme étant « gagnant-gagnant ». En revanche, d'autres étaient perplexes devant l'incitatif et sa raison d'être, ou soupçonnaient qu'il avait pour but de réunir des appuis en faveur de cette politique. Deux ou trois participants auraient préféré que les fonds soient affectés à des projets de recherche-développement portant sur de nouvelles technologies de lutte contre les émissions de carbone.

Le plus souvent, cependant, la description du programme a suscité le même type d'interrogations que précédemment ainsi que de nouvelles questions, notamment sur l'incitatif destiné aux ménages.

## Changements climatiques et croissance propre (Iqaluit)

Bien que les participants d'Iqaluit aient soulevé une foule de questions et de problèmes environnementaux (décrits dans une section précédente), peu se sont exprimés sur ce qui constitue à leurs yeux les grands enjeux actuels du Canada en matière de changements climatiques. Les thèmes et les phénomènes suivants liés aux changements climatiques ont été signalés :

- La fonte de la calotte polaire et la réduction du pergélisol
- Les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>)
- L'industrie de l'élevage
- La qualité de l'air
- La détérioration de la qualité des sols
- L'impact des changements climatiques sur les animaux, en particulier les ours polaires (certaines femmes ont cependant remis en question l'existence d'un lien direct. Les hommes ont davantage insisté sur les maladies animales susceptibles d'être liées aux changements climatiques ainsi qu'aux changements dans les cycles du caribou)
- Les conditions climatiques changeantes – p. ex. printemps précoces, blizzards plus fréquents en hiver
- Les faibles niveaux d'eau dans certaines rivières, la surpêche et la pollution de l'eau
- Une récolte de bleuets plus abondante en raison des températures estivales plus chaudes que la normale

De nombreux participants ont signalé que les résidents du Nord ne s'inquiètent généralement pas des changements climatiques. D'après eux, beaucoup n'en comprennent pas les conséquences, les effets

particuliers sur le Nord, ni les moyens de s'attaquer au problème. Quelqu'un a mentionné en passant qu'il n'existe pas de programme de recyclage à Iqaluit, ce qui explique que l'enjeu de l'environnement ne soit guère présent à l'esprit des résidents.

D'autres participants ont mentionné le manque de sensibilisation chez les populations du sud quant aux effets des changements climatiques sur les résidents du Nord. Par ailleurs, le fait que les bulletins de nouvelles et d'informations diffusés dans le Nord proviennent largement du sud signifie que les enjeux touchant le sud tendent à être privilégiés au détriment des nouvelles concernant les répercussions des changements climatiques sur le Nord.

Plusieurs femmes se sont demandé si les travaux scientifiques dans ce domaine étaient suffisamment avancés pour offrir des solutions. Elles avaient l'impression que le thème des changements climatiques était relativement « nouveau » et que peu d'acteurs de la communauté scientifique avaient une bonne compréhension des mesures à prendre. De même, plusieurs participants ont mis en doute la possibilité de changer les choses à un niveau individuel et l'impact des mesures canadiennes quand les États-Unis, un pays beaucoup plus influent que le Canada, n'agissent pas dans ce dossier.

Invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet des changements climatiques dernièrement, les participants ont évoqué divers reportages :

- Des mises en garde contre les dangers des combustibles fossiles
- Un projet d'interdiction des pailles en plastique, jugé inutile par un participant qui a commenté que cela ne sauverait pas la planète

En ce qui concerne les annonces ou les initiatives du gouvernement du Canada liées aux changements climatiques, certains participants ont fait référence à la « taxe sur le carbone », mais n'ont pu donner plus de détails.

### **Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques de l'Inuit Tapiriit Kanatami**

La plupart des participants connaissaient l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK), l'organisme représentatif national qui protège et fait progresser les droits et les intérêts des Inuits au Canada.

L'explication suivante a été fournie aux participants :

**Le gouvernement du Canada a récemment annoncé son appui à la Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques de l'Inuit Tapiriit Kanatami, qui reconnaît que l'Inuit Nunangat est l'une des régions du monde les plus durement touchées par les changements climatiques. La stratégie appuiera les connaissances et le leadership des Inuits en partenariat avec l'action climatique au Canada et à l'échelle internationale.**

Peu de gens étaient au courant de la stratégie et certains se sont demandé ce que signifiait « appuyer les connaissances et le leadership des Inuits », tout en saluant l'idée d'une consultation accrue des dirigeants et des aînés inuits sur cette question.





Les participants ont affiché une certaine dose de cynisme quant à la crédibilité de la stratégie et ont voulu savoir qui en avait fait l'annonce, les dirigeants d'ITK ou le gouvernement du Canada, en laissant entendre qu'à leurs yeux les premiers étaient plus crédibles que le second. Ils se sont aussi demandé si la stratégie visait à soutenir les Inuits. La plupart des répondants se sont abstenus de porter un jugement sur l'importance de la stratégie, reconnaissant qu'ils n'en savaient pas assez à son sujet. D'autres ont fait remarquer que bien des stratégies élaborées dans le but de promouvoir les intérêts arctiques ou inuits ont donné peu de résultats concrets, d'où le cynisme manifesté à l'égard de celle-ci.

En définitive, le point essentiel à retenir pour la plupart des participants était que les résidents d'Iqaluit et du Nunavut gagneraient à être mieux renseignés sur les changements climatiques et leurs effets, et mieux conseillés sur les mesures concrètes à prendre pour les atténuer. Ils ont convenu que les gens vivant et travaillant dans le Nord, en particulier les aînés et les chasseurs, devraient participer à la discussion sur les changements climatiques, leurs effets sur les gens et la communauté et les comportements à adopter. Par ailleurs, les participants ont souligné que les nouvelles ou les documents d'information produits sur ce sujet devraient comporter une perspective locale et être accessibles en Inuktitut ainsi qu'en anglais et en français.

## Logement (Iqaluit)

Lorsqu'il a été question des principaux défis locaux au début de la discussion, les participants d'Iqaluit ont d'emblée cité la pénurie de logements et leur coût élevé; ces motifs de préoccupation ont refait surface quand la conversation a plus particulièrement porté sur le thème du logement.

Peu de gens avaient entendu des nouvelles du gouvernement du Canada en lien avec le logement, bien qu'un participant se soit vaguement rappelé l'annonce d'allègements fiscaux pour les jeunes il y a quelques mois — il s'agissait sans doute de l'incitatif à l'achat d'une première propriété de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (S.C.H.L.). Un autre s'est souvenu d'une récente annonce concernant des subventions de l'ordre de 150 millions de dollars, sans toutefois pouvoir donner grands détails. Les participants se sont demandé si ce financement était destiné à Iqaluit ou à la région d'Inuit Nunangat, un vaste territoire qui englobe le Nunavut, le Nunavik (Nord du Québec), le Nunangit (T.N.-O.) et le Nunatsiavut (Labrador). D'autres participants se sont rappelé avoir entendu parler d'un don de micromaisons, mais croyaient que cette initiative était territoriale plutôt que fédérale.

Nous avons ensuite fourni aux participants les renseignements qui suivent concernant une récente annonce du gouvernement du Canada :

**Le gouvernement du Canada a récemment annoncé une nouvelle entente sur le logement avec le Nunavut qui prévoit 290 millions de dollars sur huit ans pour protéger, renouveler et agrandir les logements sociaux et communautaires au Nunavut en plus de réparer les logements sur l'ensemble du territoire.**



Le financement de 290 millions de dollars a paru insuffisant aux participants, qui n’y ont vu qu’une solution bouche-trou à la crise du logement qui sévit à Iqaluit, en particulier, et plus généralement au Nunavut. Étant donné les coûts de construction d’un logement dans la capitale, les participants ont calculé que les fonds permettraient l’ajout de 600 maisons sur le territoire, à raison de 500 000 dollars chacune (le coût moyen d’une maison, d’après leurs estimations). Bien que certains aient reconnu l’utilité du financement fédéral, ils ont jugé qu’il n’allait pas assez loin, expliquant que même les ménages à deux revenus ont du mal à acheter une maison et à assurer son entretien. Comme l’a signalé quelqu’un, avec un tel niveau de financement, il faudra au moins 60 ans pour combler le déficit de logements dans le Nord.

La pression que la crise du logement fait peser sur les refuges locaux a aussi été évoquée. Les participants ont mentionné la fermeture d’un refuge et le fait que ceux qui restent sont toujours remplis, de sorte que certaines personnes doivent vivre dans des tentes ou à l’extérieur.

Au chapitre des mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour s’attaquer aux défis en matière de logement au Nunavut, les participants ont formulé les suggestions suivantes :

- Acheter des maisons abandonnées, les rénover, et les revendre à des résidents
- Être plus à l’écoute des besoins des résidents du Nunavut
- Mettre en œuvre des accords à plus long terme, assortis de crédits plus importants
- Fournir des subventions aux ménages à revenu unique, aux ménages à faible revenu ainsi qu’aux ménages à deux revenus
- Veiller à ce que l’ensemble de la population soit au courant des programmes d’aide au logement; de l’avis de plusieurs, certains résidents ne sont peut-être pas en mesure de trouver ces programmes et de s’en prévaloir sans aide
- Employer des entrepreneurs et des gens de métier locaux dans la construction de maisons au lieu de les faire venir du sud
- Envisager la construction de maisons préfabriquées, laquelle serait plus rapide et moins coûteuse, de l’avis des participants, ou encore, transformer, réaménager et réutiliser des conteneurs d’expédition pour créer des solutions de logement économiques et de plus petite taille

Un participant du groupe des hommes a également recommandé de construire des logements écoénergétiques ou de planifier avec plus de soin l’emplacement des maisons de manière à les orienter contre le vent dominant.

## Nutrition Nord Canada (Iqaluit)

La plupart des participants d’Iqaluit connaissaient le programme Nutrition Nord Canada (NNC). Au début de la discussion, le problème de l’insécurité alimentaire a été soulevé à titre d’enjeu local important et, dans ce contexte, au moins une participante a fait référence au programme Nutrition

Nord Canada en se montrant quelque peu critique des niveaux de contribution offerts. En parallèle, cette même participante a spontanément reconnu que le programme s'était amélioré sur le plan du financement des aliments traditionnels; en guise d'exemple, elle a indiqué que les ingrédients nécessaires à la préparation de la bannique sont maintenant couverts par le NNC.

Lorsqu'il a été question du programme en plus de détails, certains participants avaient une assez bonne compréhension de son fonctionnement, expliquant qu'il apporte une contribution visant divers produits alimentaires, y compris des aliments traditionnels ou « prélevés dans la nature », à l'intention des résidents d'Iqaluit et des résidents d'autres collectivités nordiques.

Pour clarifier les choses, la description suivante du programme a été donnée aux participants :

**Nutrition Nord Canada (NNC) est un programme de contribution du gouvernement du Canada lancé en 2011 pour offrir des aliments sains aux collectivités isolées du Nord. NNC travaille avec les magasins du Nord et les fournisseurs d'aliments du sud du Canada pour aider à rendre les aliments périssables et nutritifs plus abordables et plus accessibles.**

**NNC offre une contribution pour ce qui suit :**

- **Une variété d'aliments périssables et nutritifs (fruits, légumes, lait, œufs, viande et fromage) expédiés par avion à une collectivité admissible;**
- **Des aliments « prélevés dans la nature » ou traditionnels transformés à des fins commerciales dans le Nord, comme l'omble chevalier, le bœuf musqué et le caribou (sources importantes de nutriments) expédiés par avion à une communauté admissible.**

Les participants avaient plusieurs reproches à faire au programme :

- Le niveau de contribution à l'égard de plusieurs produits a été considéré comme minime, voire nul dans certains cas, ce qui le rend inefficace. En se fondant uniquement sur la subvention, les participants n'étaient pas certains que le programme représente une amélioration par rapport à la version précédente, affirmant qu'il était peut-être même pire. Ils estimaient plus particulièrement que les personnes ayant de très faibles revenus en retirent peu d'avantages.
- Les participants ont fait remarquer que le programme ne couvre que les produits alimentaires. La contribution ne s'applique pas à d'autres nécessités comme les couches ou les préparations pour nourrissons, articles qui leur semblaient couverts par le précédent programme.
- La question de savoir quels aliments sont admissibles ou non admissibles et d'où viennent les décisions à cet égard a également été un motif de préoccupation. Les gens avaient le sentiment que les décisions concernant l'alimentation des résidents du Nord se prennent à l'extérieur de leur région.
- Les participants ont aussi signalé le fait que certains fournisseurs du sud qui avaient manifesté le désir de participer au programme n'ont pu le faire, mais ils n'ont pas fourni de détails précis sur les obstacles à la participation ou sur le processus de sélection des fournisseurs admissibles.

Les participants des deux groupes se sont demandé si la contribution ne profitait pas démesurément à l'épicerie locale plutôt qu'aux consommateurs. Beaucoup n'avaient pas l'impression de recevoir dans son entièreté le « vrai » rabais offert par le programme et croyaient que le détaillant récupérait la majeure partie des économies.

Selon le consensus, en particulier dans le groupe des femmes, les résidents pourraient sans doute acheter eux-mêmes (en ligne) des produits alimentaires dans un magasin du sud et se les faire livrer, à un coût nettement plus faible que ce qu'ils dépensent pour acheter ces denrées par l'intermédiaire de NNC. Ces participants étaient d'avis qu'en raison des frais d'expédition élevés, il serait logique d'augmenter la contribution à l'égard du transport, en plus de la contribution visant les aliments, si l'on veut que ce programme devienne plus intéressant pour les résidents du Nord.

Un participant du groupe des hommes a présumé que tous les envois devaient (encore) passer par Ottawa avant de se rendre à Val-d'Or, ce qui selon lui ajoutait au coût et au délai de livraison.

En ce qui concerne les avantages du programme, les participants ont salué le fait qu'une contribution soit offerte, aussi insuffisante qu'elle leur paraisse. Après un temps de réflexion, ils ont également vu comme un point positif l'inclusion dans le programme des aliments traditionnels ou « prélevés dans la nature ». Certains ont fait remarquer que les restrictions visant le caribou et les frais d'expédition de la viande de caribou étaient raisonnables (vus les coûts associés à la chasse, etc.). Cependant, la question de savoir s'il s'agissait d'un avantage offert par les compagnies aériennes qui desservent le Nord (First Air et Canadian North) ou d'un élément de NNC a engendré une certaine confusion.

Au moins un participant a contesté le fait que les aliments traditionnels devaient être transformés à des fins commerciales dans le Nord, puis expédiés aux collectivités admissibles, pour être couverts dans le cadre du programme. Cette personne croyait plutôt que ces types d'aliments sont conditionnés et expédiés aux résidents directement par les chasseurs et les pêcheurs, plutôt que d'être transformés en vue de leur vente chez des détaillants.

Comme indiqué précédemment, le principal défaut perçu du programme avait trait au caractère trop modeste de la contribution. Les participants ont expliqué que leur facture d'épicerie indiquait les économies réalisées grâce à NNC et que ces économies étaient généralement négligeables (p. ex., une réduction de la note d'environ 1 %). De nombreuses personnes se sont entendues pour dire qu'elles ne remarquaient pas vraiment leurs économies mensuelles, tandis que d'autres trouvaient que le programme traite les résidents du Nord comme des assistés sociaux.

Diverses solutions de rechange et mesures complémentaires à NNC ont été proposées pour réduire l'insécurité alimentaire au Nunavut :

- Subventionner les frais de transport
- Soutenir les chasseurs locaux en subventionnant le coût de l'équipement de chasse (p. ex., cartouches, essence, etc.), en particulier ceux dont le salaire arrive en deçà d'un niveau de revenu prédéterminé
- Prélever davantage d'aliments traditionnels (p. ex., phoque, caribou et bœuf musqué)



- Mettre sur pied une « bibliothèque d'outils et d'équipement » permettant aux chasseurs d'emprunter des articles et de les utiliser gratuitement pendant une période donnée, avant de les rendre pour que d'autres puissent à leur tour les emprunter; un tel service aiderait à contourner le problème du coût d'achat élevé de l'équipement de chasse, surtout pour les personnes à faible revenu
- Apporter une aide aux projets visant à créer des serres, des marchés fermiers, des exploitations avicoles et d'élevage, pour encourager l'offre de produits locaux et promouvoir les entreprises locales
- Former des partenariats ou conclure des accords avec des entreprises et des compagnies aériennes pour réduire les coûts de production et d'expédition

## Enjeux autochtones (Iqaluit)

Les participants ont généralement admis que les relations entre les peuples autochtones et le gouvernement du Canada progressaient. Cela dit, plusieurs ont commenté que le processus de réconciliation continuait d'être freiné par un manque de confiance attribuable aux événements historiques, aux torts commis à l'endroit des peuples autochtones par le passé (p. ex., les déplacements forcés) ainsi qu'à des engagements qu'ils jugeaient non tenus.

Les participants ont précisé que les relations entre les peuples autochtones et le gouvernement du Canada n'étaient pas uniformes, car les Inuits sont différents des Premières Nations et des Métis. Sans donner grands détails, ils ont également souligné que l'état de ces relations dépend du lieu et peut varier d'une province ou d'un territoire à l'autre.

Les suggestions quant à ce que le gouvernement du Canada peut faire pour soutenir les collectivités autochtones partout au Canada, et surtout dans le Nord, ont fait écho aux points précédemment soulevés lors de la discussion des enjeux locaux. Les principaux sujets de préoccupation étaient la qualité de l'eau dans les réserves, le logement et les infrastructures générales. Les participants ont aussi insisté sur l'importance d'un soutien accru aux entreprises locales.

Du côté des hommes, la discussion a porté plus directement sur le respect de la culture, des traditions, et des langues inuites, et sur la tendance regrettable, chez les gens du sud, à présumer qu'ils comprennent et savent mieux que les autres comment aborder les problèmes dans l'Arctique. Il a été suggéré que les partenaires, les gens d'affaires et les représentants du gouvernement en apprennent davantage sur les principes, les valeurs sociétales et les connaissances traditionnelles Inuit Qaujimajatuqangit (IQ) s'ils souhaitent collaborer de façon plus efficace. L'un des exemples cités consistait à recruter plus de cuisiniers inuits dans les refuges locaux et à offrir plus régulièrement aux résidents des aliments traditionnels.

Un autre participant a fait remarquer que le gouvernement du Canada pourrait faire davantage pour honorer son engagement de traiter avec les peuples autochtones « de nation à nation ».

## Réconciliation

Un volet de cette discussion a été consacré au thème de la réconciliation avec les peuples autochtones, notamment à ce qu'elle signifie et à ce que le gouvernement du Canada peut faire pour démontrer son engagement à cet égard. Les participants ont donné différentes interprétations du terme « réconciliation » :

- Corriger les torts causés aux Inuits et à d'autres peuples autochtones. À cet égard, plusieurs participants ont fait allusion à l'abattage allégué de chiens de traîneau par la GRC à l'époque de la réinstallation et s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral reconnaisse l'incident et présente des excuses (précisons que les enquêtes de la GRC et de la Commission de vérité du Qikiqtani n'ont mis au jour aucun signe de complot visant la mise à mort de chiens de traîneau)
- Aider les Inuits à guérir des traumatismes passés
- Offrir des services de consultation psychologique pour aider à composer avec les traumatismes, les dépendances, etc., vus comme les séquelles des mauvais traitements et de l'oppression infligés
- Apporter une aide financière qui améliorera les perspectives des jeunes Inuits (p. ex., droits de scolarité, loyer, alimentation)
- Reconnaître et souligner le rôle et la sagesse des aînés dans la communauté

Un participant a exprimé l'opinion que la réconciliation a peu de chances de se produire tant que les Canadiens ne sont pas plus conscients de l'histoire des relations du Canada avec les peuples autochtones et des conséquences plus vastes des injustices passées. Dès l'école, les élèves pourraient en apprendre davantage sur le patrimoine, la culture et l'histoire des Inuits et des Autochtones. Pour les participants, la réconciliation représente une chance; les excuses sont un pas dans la bonne direction, mais elles ne sont qu'un premier pas.

Pour ce qui est de l'avenir, un participant a suggéré que le gouvernement montre son engagement à l'égard de la réconciliation en éliminant certains des obstacles auxquels les Inuits sont confrontés sur le plan de l'emploi ou de la location d'un appartement, par exemple. Cette personne a souligné que de nombreux Inuits sont mis de côté sur le marché de l'emploi, malgré leurs capacités et leurs talents, simplement parce qu'ils n'ont pas suivi de formation structurée ou obtenu des attestations d'études.

## Partenariats

Nous avons fourni les renseignements suivants aux participants en les invitant à faire part de leurs réactions :

**En 2017, le gouvernement du Canada, en partenariat avec Inuit Tapiriit Kanatami, a mis sur pied le Comité de partenariats entre les Inuits et la Couronne, un mécanisme bilatéral permanent pour permettre aux dirigeants respectifs de faire avancer des enjeux qui touchent les Inuits. Celui-ci a mené à des engagements communs dans un certain nombre de domaines, y compris la lutte visant à éradiquer la tuberculose ainsi qu'à répondre aux besoins de logement.**



La plupart des participants connaissaient l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) et se sont montrés sceptiques à l'égard de l'organisme, du partenariat et des engagements énoncés.

Bien que certains aient reconnu qu'il était préférable d'avoir un partenariat plutôt que de ne pas en avoir, ils ont mis en doute les améliorations ou les progrès survenus depuis la création de l'ITK ainsi que l'efficacité du mécanisme dans l'accomplissement de ses objectifs. En guise d'exemple, un participant a affirmé que le taux de tuberculose avait augmenté au Nunavut depuis 2017.

Le bilan du gouvernement fédéral pour ce qui est d'honorer ce type d'accords bilatéraux a également suscité des réserves, et certains participants préféraient donc ne pas anticiper. Un participant a remis en question la légitimité du Comité et de l'ITK au motif qu'aucune consultation n'avait eu lieu auprès des aînés inuits et que certains membres du comité n'étaient pas eux-mêmes inuits.

# Annexe A — Questionnaires de recrutement



Privy Council Office

FINAL Recruiting Script — July 29, 2019

**Recruitment Specifications Summary**

- Total of 8 groups
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 10 participants for 8 to show
- Incentives will be \$90 per person
- Groups split by gender. Ensure good mix by age (all 18+), marital status, education and income.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	LOCATION*	MODERATOR	LANGUAGE	DATE*	TIME	GROUP COMPOSITION
1	Hamilton	T. Woolstencroft	English	Thurs., Aug. 8 <sup>th</sup>	5:30-7:30	Women
2				Thurs., Aug. 8 <sup>th</sup>	7:30-9:30	Men
3	Trois-Rivières	M. Proulx	French	Thurs., Aug. 8 <sup>th</sup>	5:30-7:30	Women
4				Thurs., Aug. 8 <sup>th</sup>	7:30-9:30	Men
5	Iqaluit	D. Nixon	English	Tues., Aug. 13 <sup>th</sup>	5:30-7:30	Women
6				Tues., Aug. 13 <sup>th</sup>	7:30-9:30	Men
7	Kentville	M. Proulx	English	Thurs., Aug. 15 <sup>th</sup>	5:30-7:30	Women
8				Thurs., Aug. 15 <sup>th</sup>	7:30-9:30	Men



## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préfériez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE AND CONTINUE

English

French **GROUP 3 OR 4 ONLY IN TROIS-RIVIÈRES**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**  
No **THANK AND END**

### SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	<b>THANK AND END</b>
A marketing, branding or advertising agency	<b>THANK AND END</b>
A magazine or newspaper	<b>THANK AND END</b>
A federal/provincial/territorial government department or agency	<b>THANK AND END</b>
A political party	<b>THANK AND END</b>
In public/media relations	<b>THANK AND END</b>
In radio/television	<b>THANK AND END</b>
No, none of the above	<b>CONTINUE</b>

**IN IQALUIT, LIMIT NUMBERS OF THOSE WHO HAVE WORKED/ARE WORKING FOR TERRITORIAL GOVT TO NO MORE THAN 2 PER GROUP.**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes      **THANK AND END**  
No        **CONTINUE**

2. Gender: **DO NOT ASK. RECORD BY OBSERVATION.**

Male	<b>CONTINUE GROUP 2, 4, 6, 8</b>
Female	<b>CONTINUE GROUP 1, 3, 5, 7</b>

3. In which City do you reside?

Hamilton	<b>+ FEMALE = GROUP 1 + MALE = GROUP 2</b>
Trois-Rivières	<b>+FRENCH + FEMALE = GROUP 3 +FRENCH + MALE = GROUP 4</b>
Iqaluit	<b>+ FEMALE = GROUP 5 + MALE = GROUP 6</b>
Kentville	<b>+ FEMALE = GROUP 7 + MALE = GROUP 8</b>
Other	<b>THANK AND END</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. I.E., SOMEONE WHO RESIDES IN BURLINGTON WOULD NOT QUALIFY FOR GROUPS IN HAMILTON.**

3a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

4. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-24	<b>RECORD AND CONTINUE</b>
25-34	
35-44	



45-54	
55+	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH SUBGROUP.**

5. Are you familiar with the concept of a focus group?

IF YES, CONTINUE

IF NO, EXPLAIN FOLLOWING *“a focus group consists of eight to ten participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

6. How comfortable are you in expressing your views in public, reading written materials or looking at images projected onto a screen?

Very Comfortable

Somewhat Comfortable

Somewhat Uncomfortable

Very Uncomfortable

**THANK & TERMINATE**

**THANK & TERMINATE**

7. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.11**

8. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

9. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

10. And on what topics were they?

**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC**

#### **ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time, date, and location.



11. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**ENSURE A GOOD MIX.**

12. Which of the following categories best describes your total household income? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**ENSURE A GOOD MIX.**

13. During the discussion, you could be asked to look at materials that are pinned up on a wall and to read handouts or other materials in print. You will also be asked to actively participate in a conversation about these materials. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating in the discussion? You may also be asked to write down a few thoughts on paper. Are you comfortable writing in (English/French)?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

14. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

## **INVITATION**

I would like to invite you to this focus group discussion, which will take place the evening of [INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for



your participation. Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures. We will ask you to provide your explicit consent by signing a note to this effect when you arrive at the group.

Would you be willing to attend?

Yes	<b>CONTINUE</b>
No	<b>THANK AND END</b>

The group will be held at: **[INSERT LOCATION]**

We will be calling you back to verify the information given and will confirm this appointment the day before. May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

**Name:**

**Telephone Number:**

**E-mail Address:**

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

We ask that you arrive 10-15 minutes prior to the beginning of the session and identify yourself to our staff who will gladly welcome you. Please bring photo identification with you, so that we make sure only people who have been invited participate in the group. You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_

**DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

**Bureau du Conseil privé  
Questionnaire de recrutement, version finale (29 juillet 2019)**

**Résumé des consignes de recrutement**

- Total de 8 groupes.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de dix participants pour assurer la présence d'au moins huit personnes.
- L'incitatif sera de 90 \$ par personne.
- Groupes distincts pour les hommes et les femmes. Groupes diversifiés en fonction de l'âge (18 ans et plus), de l'état matrimonial, de l'éducation et du revenu.

Informations pratiques sur les groupes de discussion :

N° DU GROUPE	LIEU*	MODÉRATEUR	LANGUE	DATE*	HEURE	COMPOSITION DU GROUPE
1	Hamilton	T. WOOLSTENCROFT	Anglais	Jeudi 8 août	17 h 30 — 19 h 30	Femmes
2				Jeudi 8 août	19 h 30 — 21 h 30	Hommes
3	Trois-Rivières	M. Proulx	Français	Jeudi 8 août	17 h 30 — 19 h 30	Femmes
4				Jeudi 8 août	19 h 30 — 21 h 30	Hommes
5	Iqaluit	D. Nixon	Anglais	Mardi 13 août	17 h 30 — 19 h 30	Femmes
6				Mardi 13 août	19 h 30 — 21 h 30	Hommes
7	Kentville	M. Proulx	Anglais	Jeudi 15 août	17 h 30 — 19 h 30	Femmes
8				Jeudi 15 août	19 h 30 — 21 h 30	Hommes



## Questionnaire de recrutement

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada/Bonjour, mon nom est **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous appelle du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French?/Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais

Français **GROUPE 3 OU 4 SEULEMENT À TROIS-RIVIÈRES**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion en vue d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

### QUESTIONS DE SÉLECTION

15. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché

**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un magazine ou un journal

**CONCLURE**

**REMERCIER ET**



Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Un parti politique <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Dans le milieu de la radio ou de la télévision <b>CONCLURE</b>	<b>REMERCIER ET</b>
Non, aucune de ces réponses	<b>CONTINUER</b>

**À IQALUIT, LIMITER LE NOMBRE DE CEUX QUI TRAVAILLENT/ONT TRAVAILLÉ POUR LE GOUVERNEMENT TERRITORIAL À UN MAXIMUM DE DEUX PAR GROUPE.**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

Oui	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Non	<b>CONTINUER</b>

16. Sexe : **NE PAS DEMANDER. NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme	<b>CONTINUER GROUPES 2, 4, 6, 8</b>
Femme	<b>CONTINUER GROUPES 1. 3. 5. 7</b>

17. Dans quelle ville habitez-vous ?

Hamilton	<b>+ FEMME = GROUPE 1 + HOMME = GROUPE 2</b>
Trois-Rivières	<b>+ FRANÇAIS + FEMME = GROUPE 3 + FRANÇAIS + HOMME = GROUPE 4</b>
Iqaluit	<b>+ FEMME = GROUPE 5 + HOMME = GROUPE 6</b>
Kentville	<b>+ FEMME = GROUPE 7 + HOMME = GROUPE 8</b>
Autre ville	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES. C.-À-D., QUELQU'UN QUI RÉSIDE À BURLINGTON NE SERAIT PAS ADMISSIBLE AUX GROUPE D'HAMILTON.**

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ?

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

18. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 24 ans	<b>NOTER L'ÂGE ET CONTINUER</b>
25 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE SOUS-GROUPE**

19. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

SI OUI, CONTINUER

SI NON, EXPLIQUER QUE : « *un groupe de discussion se compose de huit à dix participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

20. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise pour exprimer votre opinion en public, lire des documents, ou regarder des images projetées sur un écran ?

Très à l'aise

Assez à l'aise

Assez mal à l'aise (REMERCIER ET CONCLURE)

Très mal à l'aise (REMERCIER ET CONCLURE)

21. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.11**

22. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

23. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**



24. Et sur quels sujets portaient-ils ?

**METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES**

**CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES :**

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure, la date et le lieu.

25. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE :** Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

26. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage — c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

**RÉPONSE SPONTANÉE :** Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

27. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir examiner du matériel affiché au mur et lire de la documentation imprimée. On vous demandera également de participer activement aux discussions portant sur ce matériel. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion ? On pourrait aussi vous demander de noter quelques réflexions sur papier. Êtes-vous à l'aise pour écrire (en français/en anglais) ?

**CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

28. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?



Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

## INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion, qui aura lieu le [DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]. La rencontre durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous avez donné votre consentement à ces modalités. Nous vous demanderons de nous donner votre consentement explicite en signant une confirmation à cet effet à votre arrivée dans le groupe.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui

**CONTINUER**

Non

**REMERCIER ET CONCLURE**

Le groupe de discussion aura lieu à : [DONNER L'ADRESSE]

Nous vous rappellerons la veille de la rencontre pour confirmer le rendez-vous et les renseignements fournis. Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails ?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse Courriel :**

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir vous présenter pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver une personne pour vous remplacer.

Nous vous prions d'être sur les lieux au moins dix à quinze minutes avant le début de la rencontre et de vous présenter à notre personnel, qui se fera un plaisir de vous accueillir. Veuillez apporter une pièce d'identité avec photo ; cela nous permettra de vérifier que seules les personnes invitées participent au groupe. Il est possible que vous deviez revoir du matériel durant le cours de la discussion. Si vous nécessitez des lunettes, veuillez les apporter à la discussion.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

## Annexe B — Guides de discussion

## MODERATOR'S GUIDE – August 2019

### INTRODUCTION (10 minutes) ALL LOCATIONS

### GC NEWS (5 minutes) ALL LOCATIONS

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada lately?

### LOCAL CHALLENGES (20 minutes) ASK IN ALL LOCATIONS

- What are the most important local issues in [LOCATION] **LIST ON WHITE BOARD**
  - **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- And what does [LOCATION] need in terms of infrastructure?
  - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact on [LOCATION]?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on [LOCATION]?
- What industry is the most important to the local economy in your area?
  - And do you think the federal government has been supportive of this industry recently? Why or why not?
- Now thinking more broadly, what kinds of Government of Canada services for Canadians are you aware of?
  - And in broad strokes, how satisfied are you with Government of Canada services?

### GC PRIORITIES (15 minutes) ASK IN ALL LOCATIONS

#### HANDOUT

The following is a list of broad goals. I'd like you to circle the 2 or 3 things on this list that you think should be the over-arching goal of what Government of Canada tries to do:

- Ensuring Canadians are content
- Ensuring Canadians are thriving

- Ensuring Canadians live in prosperity
  - Growing and strengthening the middle class
  - Improving Canadians’ living standards
  - Improving Canadians’ quality of life
  - Improving Canadians’ well-being
  - Making life more affordable
- Now think of the one on the list you would most like to see government focus on. What does it mean to you?
  - Are there any things on this list you think the government should not be focused on?
  - When you hear “improving Canadians’ well-being” what does that mean to you?
    - Is this a good objective for the government?

**NUTRITION NORTH CANADA (15 minutes) ASK IN IQALUIT**

- Has anyone heard anything about the Nutrition North Canada program?
  - How would you explain what this is?

**CLARIFY AS NEEDED:**

Nutrition North Canada (NNC) is a Government of Canada subsidy program launched in 2011 to bring healthy food to isolated northern communities. NNC works with stores across the North and food suppliers in southern Canada to help make perishable, nutritious food more affordable and more accessible.

**NNC subsidizes:**

- a variety of perishable and nutritious food items (fruit, vegetables, milk, eggs, meat and cheese) shipped by air to an eligible community
  - "country" or traditional food commercially-processed in the North such as Arctic char, musk-ox and caribou (important sources of nutrients) shipped by air to an eligible community
- How do you feel about this program?
  - What do you see as the key benefits of the program?
  - What do you see as the key drawbacks?
  - Other than Nutrition North, what are other ways the Government of Canada can address food insecurity in Nunavut?



**CHILDCARE (15 minutes) ASK IN HAMILTON, TROIS-RIVIERES AND KENTVILLE**

- How many of you either have a child in childcare, or have used childcare in the past? (SHOW OF HANDS)
- What would you say is the biggest problem with childcare services in your area?

**HANDOUT**

The following is a list of broad goals the Government of Canada could prioritize when dealing with childcare. I'd like you to rank them from 1 to 4 where 1 would be the item you think should be the top priority and 4 would be the lowest priority item.

- Making childcare more affordable
  - Creating more childcare spots close to where I live or work
  - Reducing wait lists for childcare spots
  - Improving the quality of childcare services
- Thinking about the item you chose as your first priority, why did you choose it?
  - Do you think the government should focus more on improving the availability and quality of before and after school childcare or childcare for younger children who are not in school yet? Why?

**ENVIRONMENT (30 minutes) (15 minutes in IQALUIT) ASK IN ALL LOCATIONS**

- Thinking about the environment, what are the biggest environmental challenges facing Canada today?
- What about here in [CITY]? Are there local environmental concerns the federal government needs to pay attention to?
- What have you seen, read or heard about the environment lately?
  - And have you seen, read or heard about anything related to the Government of Canada and the environment recently?
  - Have you heard about anything the Government of Canada is doing in regards to the environment?
  - Has anyone heard anything specifically about the government addressing plastic pollution?

**ASK IN HAMILTON, TROIS-RIVIERES AND KENTVILLE**



CLARIFY AS NECESSARY:

The Government of Canada recently announced that it wants to ban single-use plastic items as early as 2021 in order to reduce plastic pollution.

- How do you feel about the Government of Canada taking steps to ban single-use plastics?
  - What types of products do you think would be affected by this ban?
  - Is this important?
  - What are the drawbacks?
  - What are some possible economic positives or negatives from this?
- How would you feel about the government introducing legislation that would make companies responsible for cleaning up the environmental damage caused by their disposal of plastic products?
  - Is this important?
  - Can you think of any drawbacks to launching this strategy?
  - Would this have any possible economic positives or negatives?
- How would you feel about the Government of Canada launching a strategy to reduce the use of plastics by government departments and agencies?
  - Is this important?

**ASK IN HAMILTON AND TROIS-RIVIERES**

- Have any of you heard of “carbon sequestration” or “carbon capture” before?
  - If yes: what have you heard about it?

CLARIFY AS NECESSARY:

Carbon sequestration, also known as carbon capture, is the process by which carbon dioxide is removed from the atmosphere and stored underground, underwater or in depleted oil fields as a method of reducing the level of harmful gases in the atmosphere that contribute to climate change.

- Some say carbon sequestration is an innovative new approach to dealing with climate change and Canada is well positioned to develop a leading carbon capture industry due to our large land mass and our old oil fields that could be repurposed to this task. Others say the technology is still too costly to use on a large scale and would discourage people from taking actions to lower their emissions. Given all this, do you think Canada should be investing in carbon sequestration? Why or why not?
- What do you think might be the drawbacks of investing in carbon sequestration in Canada?

- Some have suggested a large investment in developing the technology could be a smart economic strategy for Canada as well as an environmental one because there is a growing global interest in finding climate solutions and the international community would pay for Canadian carbon capture companies to remove carbon from the atmosphere. Do you think this is likely?
  - IF NO: Is it still worth investing in carbon capture technology even if you don't believe it will become a profitable industry?

**GC ENVIRONMENTAL ACTIONS (15 minutes) ASK IN TROIS-RIVIERES**

**HANDOUT**

The following is a list of some of the actions the Government of Canada has already taken related to the environment in Canada. I'd like you to put a check mark next to the one(s) you think will be the most impactful and an 'x' next to any that you don't think will have an impact.

- Announced a plan to ban single-use plastics by 2021.
  - Created a policy on scientific integrity that enables federal government scientists to speak about science and their research without requiring approval (from supervisors or managers)
  - Created new marine protected areas so that 10% of Canada's marine and coastal areas are now protected.
  - Invested \$1.5 billion in a new Ocean's Protection Plan to protect Canada's coasts and waterways with new equipment, research and emergency response capabilities.
  - Placed a price on pollution so that big emitters have to pay for their environmental impact, with all proceeds being returned to Canadians through incentive payments or transfers to provinces.
  - Signed the Paris Climate Change Agreement to co-operate with the international community on a plan to combat climate change.
- Let's go through the ones you put a check mark beside: why did you think that action will be the most impactful?
  - Were there any items you said won't have an impact? Why not?
  - Which action on the list do you think should be the main focus for the Government of Canada? Why?
  - Does hearing this list of actions change your opinion about whether the Government of Canada is on the right track or the wrong track in managing environmental issues?
  - Are there any other things you think the Government of Canada should be doing to protect the environment that were not on that list?

**CLIMATE CHANGE AND CLEAN GROWTH (15 minutes) ASK IN IQALUIT**

- Thinking about climate change, what are the biggest challenges facing Canada today?
- What do you think are the two biggest (most limiting) knowledge gaps related to climate action in Canada?
- What have you seen, read or heard about climate change lately?
  - And have you seen, read or heard about anything related to the Government of Canada and climate change recently?
- Are you familiar with Inuit Tapiriit Kanatami?

**IF ANYONE SAYS NO:**

Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) is the national representational organization protecting and advancing the rights and interests of Inuit in Canada.

**CLARIFY AS NECESSARY:**

The Government of Canada recently announced support for Inuit Tapiriit Kanatami's National Inuit Climate Change Strategy which acknowledges that the Inuit Nunangat is one of the areas in the world most drastically impacted by climate change. The Strategy will support Inuit knowledge and leadership in partnership with climate action in Canada and internationally.

- How do you feel about the Government of Canada making climate action a priority?
  - What is the most important priority for Inuit facing the threat of climate change?
  - Is Canada's support of the National Inuit Climate Change Strategy important?
  - What are some possible positives or negatives from the Government of Canada making climate action a priority?

**PROMPT AS REQUIRED:**

- What about the economy: do you think it will help or hurt the economy?
  - What about you/your family: do you think it will cost you money?
- Are you/your community doing anything to adapt to the impacts of climate change?
- Do you feel that you have sufficient and reliable information about climate change to make decisions and help your family adapt?
- What type of information on climate change would be most helpful to you, your family or community?

- Whose role do you think it is to educate and raise awareness of climate change in Northern communities?
  - IF MENTION GOVERNMENT OF CANADA: Are you aware of anything the Government of Canada is doing to help your city understand and adapt to the impacts of climate change?
    - IF AWARE: Do you think the Government of Canada is doing enough?

### **HOUSING (10 minutes) ASK IN IQALUIT**

- What are the biggest housing challenges in your community?
- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada and housing recently?

The Government of Canada recently announced a new housing agreement with Nunavut providing \$290 million over 8 years to protect, renew, and expand social and community housing in Nunavut, and repair homes across the territory.

- How do you feel about the Government of Canada investing in addressing these housing issues in Nunavut?
- Is there anything else the Government of Canada can do to address housing challenges in Nunavut?

### **PRICE ON POLLUTION (20 minutes) ASK IN HAMILTON**

- (IF PRICE ON POLLUTION NOT MENTIONED: Have you heard; IF MENTIONED: How many of you have heard) of the Government of Canada's plan to put a price on pollution? (show of hands)
  - PROBE: What have you heard recently?

#### **CLARIFY AS NEEDED**

In 2016 the Government of Canada announced a plan to put a price on pollution across the country, instructing each province to come up with their own plans before the end of 2018.

The federal government announced that they will apply a price on pollution in the four provinces that still do not have a system in place: Ontario, Saskatchewan, Manitoba, and New Brunswick.

(NOTE: Alberta recently repealed its carbon levy, meaning that it now only partially meets federal requirements. Thus, the federal government has announced that it will apply a price on pollution in Alberta as of January 1, 2020).

Under this system, what businesses pay will be based on the amount of carbon emissions they produce. All revenue collected in [PROVINCE] will stay in [PROVINCE] – 90% will be given directly to residents in the form of an incentive, with the average household receiving about (ON: \$300; NB: \$248, MB: \$336). 10% will go to small businesses, hospitals, and schools.

**BACKGROUND INFORMATION FOR THE MODERATOR:**

- The federal carbon pollution pricing system puts a price on every tonne of carbon dioxide equivalents produced, and is made of two parts:
  1. a trading system for large industry, known as the output-based pricing system; and
  2. a regulatory charge on fuel
- The government expects that although the price on pollution does not apply directly to individuals, some costs will be passed on to consumers through things like increases in the price of heating or electricity.
- For most families (in these 4 provinces), the value of the incentive will be higher than the costs associated with the price on pollution

- What do you like about this proposed system?
- What do you dislike about this proposed system?

**INDIGENOUS ISSUES (15 minutes) ASK IN IQALUIT**

- Do you feel like the relationship between Indigenous peoples and the Government of Canada is generally moving in the right direction or the wrong direction? Why?
- What can the Government of Canada do to best support Indigenous communities across Canada? What about Indigenous communities near you?
- What does “reconciliation” mean to you?
  - What can the Government of Canada do to demonstrate a commitment to reconciliation with Indigenous peoples?
- Are you familiar with the Inuit Crown Partnership Committee?

In 2017 the Government of Canada in partnership with Inuit Tapiriit Kanatami established the Inuit Crown Partnership Committee, a permanent bilateral mechanism for respective leadership to advance issues of concern to Inuit. This has led to joint commitments in a number of areas including work to eliminate tuberculosis and address housing needs

- How do you feel about this type of partnership?

### **HEALTH CARE (20 minutes) ASK IN KENTVILLE**

- Thinking about health care, what are the biggest challenges facing your community?
- Have you heard about anything that the federal government has done regarding healthcare over the past few years?

### **HANDOUT**

The following is a list of possible priorities the federal government could address regarding health care. I want you to put the numbers 1, 2 and 3 beside the items that you think should be the first, second and third priority of the government out of everything on the list. If there are any items that you think the federal government should not do, put an 'x' beside those items.

- Addressing doctor and nurse shortages
- Ensuring everyone has access to affordable contraception
- Helping Canadians with the cost of equipment for their disabilities
- Making it easier for Canadians to eat healthy by making healthy food more affordable
- Making large investments into research to find new cures and treatments for diseases
- Making palliative care more available and affordable for those who need it
- Providing all Canadians with fair and equal access to affordable prescription medications
- Providing financial support to caregivers so more people can remain at home while dealing with medical issues
- Providing treatment to those addicted to opioids and other illicit drugs
- Reducing wait times for mental health services
- Taking steps to ensure all children are vaccinated with the exception of those with allergies or medical conditions that prohibit them from receiving a vaccine
- Thinking about the item you ranked as the top priority, why did you choose that item?
- Were there any items you said the government should not do? Why not?
- Looking specifically at this item, “providing all Canadians with fair and equal access to affordable prescription medications”, what do you think “fair and equal access” would entail?
  - Have you heard anything in the news about the Government of Canada doing something to ensure access to affordable prescription medications?
  - Is this an issue that you think would affect you personally?

- Has anyone heard of the term “pharmacare”?
  - What does this word mean to you?

### **HANDOUT**

The following are a list of names that could be used for a government strategy to improve access to affordable prescription medications. I want you to put a check mark beside any names that you like, and circle the one name that you think would be the best name for this sort of strategy:

- Affordable Drug Strategy
  - Affordable Prescriptions Program
  - Canada Prescription Plan
  - Canadian Drug Plan
  - Comprehensive Drug Care
  - Comprehensive Prescription Plan
  - National Pharmacare Plan
  - National Prescription Insurance
  - Prescription Access Plan
  - Universal Drug Care
  - Universal Pharmacare Program
  - Universal Prescription Plan
- Thinking about the name you ranked as the best option, why did you choose that name?
  - Were there any names you did not like? Why not?
  - Is there another name or a combination of these names that you think would be better than the options listed? Why?

### **Conclusion (5 minutes)**

## GUIDE DU MODÉRATEUR – Août 2019

### INTRODUCTION (10 minutes) TOUS LES LIEUX

### NOUVELLES DU GC (5 minutes) TOUS LES LIEUX

Ces derniers temps, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ?

### DÉFIS À L'ÉCHELLE LOCALE (15 minutes) DEMANDEZ DANS TOUS LES LIEUX

- Quels sont les enjeux les plus importants à l'échelle locale à [LIEU] ? **ÉNUMÉREZ LES ENJEUX SUR LE TABLEAU BLANC.**
  - **POUR CHACUN DES ENJEUX :** Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ? **EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT**
- Quelles sont les infrastructures nécessaires à [LIEU] ?
  - Quelles sont les plus grandes préoccupations/quels sont les plus grands défis ? Y a-t-il autre chose qui doit être fait ?
- En pensant à tout ce qu'a fait le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, qu'est-ce qui, selon vous, aura les retombées les plus positives pour [LIEU], s'il y a lieu ?
- Le gouvernement fédéral a-t-il fait quelque chose qui, selon vous, aura des répercussions négatives sur [LIEU] ?
- Quelle industrie est la plus importante pour l'économie locale dans votre région ?
  - Et croyez-vous que le gouvernement fédéral ait appuyé cette industrie ces derniers temps ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Maintenant, de manière plus générale, quels types de services offerts par le gouvernement du Canada à la population canadienne connaissez-vous ?
  - De manière générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait des services offerts par le gouvernement du Canada ?

### PRIORITÉS DU GC (15 minutes) DEMANDEZ DANS TOUS LES LIEUX

#### DOCUMENT À DISTRIBUER

Voici une liste d'objectifs généraux. J'aimerais que vous encercliez les deux ou trois éléments de cette liste qui, selon vous, devraient être l'objectif supérieur de ce que le gouvernement du Canada essaie de faire :

- Faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens soient satisfaits



- Faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens s'épanouissent
- Faire en sorte que les Canadiens vivent dans la prospérité
- Favoriser la croissance et le renforcement de la classe moyenne
- Améliorer le niveau de vie des Canadiennes et des Canadiens
- Améliorer la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens
- Améliorer le bien-être des Canadiennes et des Canadiens
- Rendre la vie plus abordable
- Maintenant, pensez à l'élément sur la liste dont vous aimeriez le plus voir le gouvernement se concentrer. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
  
- Y a-t-il des choses sur cette liste sur lesquelles vous pensez que le gouvernement ne devrait pas se concentrer ?
  
- Lorsque vous entendez « améliorer le bien-être des Canadiennes et des Canadiens », qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
  - Est-ce un bon objectif pour le gouvernement ?

#### **NUTRITION NORD CANADA (15 minutes) DEMANDEZ À IQALUIT**

- Qui a entendu parler du programme Nutrition Nord Canada ?
  - De quelle façon expliqueriez-vous ce que c'est ?

#### **ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :**

Nutrition Nord Canada (NNC) est un programme de contribution du gouvernement du Canada lancé en 2011 pour offrir des aliments sains aux collectivités isolées du Nord. NNC travaille avec les magasins du Nord et les fournisseurs d'aliments du sud du Canada pour aider à rendre les aliments périssables et nutritifs plus abordables et plus accessibles.

NNC offre une contribution pour ce qui suit :

- Une variété d'aliments périssables et nutritifs (fruits, légumes, lait, œufs, viande et fromage) expédiés par avion à une collectivité admissible ;
  - Des aliments « prélevés dans la nature » ou traditionnels transformés à des fins commerciales dans le Nord, comme l'omble chevalier, le bœuf musqué et le caribou (sources importantes de nutriments) expédiés par avion vers une communauté admissible.
- Que pensez-vous de ce programme ?
  
  - Quels sont, selon vous, les principaux avantages du programme ?



- Quels sont, selon vous, les principaux inconvénients ?
- Outre Nutrition Nord, quels autres moyens existe-t-il pour le gouvernement du Canada de lutter contre l'insécurité alimentaire au Nunavut ?

**LA GARDE DES JEUNES ENFANTS (15 minutes) DEMANDEZ À HAMILTON, TROIS-RIVIÈRES ET KENTVILLE**

- Combien d'entre vous ont un enfant ou ont déjà utilisé un service de garde d'enfants dans le passé ? (MAINS LEVÉES)
- Selon vous, quel est le plus gros problème des services de garde d'enfants dans votre région ?

**DOCUMENT À DISTRIBUER**

Voici une liste d'objectifs globaux auxquels le gouvernement du Canada pourrait accorder la priorité en ce qui a trait aux services de garde d'enfants. J'aimerais que vous les classiez de 1 à 4, où 1 serait l'élément qui, selon vous, devrait être la priorité la plus importante et 4, à la priorité la moins importante.

- Rendre les services de garde d'enfants plus abordables
- Créer plus de places dans les services de garde d'enfants près de mon lieu de résidence ou de travail
- Réduire les listes d'attente pour les places en garderie
- Améliorer la qualité des services de garde d'enfants
- En pensant à l'élément que vous avez choisi comme étant la priorité la plus importante, pourquoi avez-vous fait ce choix ?
- Pensez-vous que le gouvernement devrait se concentrer davantage sur l'amélioration du nombre de places ainsi que de la qualité des services de garde d'enfants avant et après l'école ou bien sur les services de garde des jeunes enfants qui ne sont pas encore à l'école ? Pourquoi ?

**ENVIRONNEMENT (30 minutes) (15 minutes à IQALUIT) DEMANDEZ DANS TOUS LES LIEUX**

- En pensant à l'environnement, quels sont les plus grands défis environnementaux auxquels le Canada est actuellement confronté ?
- Qu'en est-il des défis ici à [Ville] ? Y a-t-il des préoccupations environnementales locales qui devraient retenir l'attention du gouvernement fédéral ?

- Dernièrement, qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'environnement ?
  - Et récemment, avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit en ce qui a trait au gouvernement du Canada et de l'environnement ?
  - Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de ce que fait le gouvernement du Canada en matière d'environnement ?
  - Est-ce que quelqu'un a entendu parler précisément des mesures du gouvernement pour lutter contre la pollution par le plastique ?

### **DEMANDEZ À HAMILTON, TROIS-RIVIÈRES ET KENTVILLE**

#### ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il désirait interdire l'utilisation d'objets en plastique à usage unique dès 2021 afin de réduire la pollution par le plastique.

- Que pensez-vous des mesures que prend le gouvernement du Canada pour interdire les plastiques à usage unique ?
  - Selon vous, quels types de produits seraient visés par cette interdiction ?
  - Est-ce important ?
  - Quels en sont les inconvénients ?
  - Quels effets positifs ou négatifs pourrait-il y avoir sur l'économie ?
- Que penseriez-vous de l'adoption par le gouvernement d'une loi visant à imposer aux entreprises la responsabilité de nettoyer les dommages environnementaux causés par leur élimination des produits de plastique ?
  - Est-ce important ?
  - Pouvez-vous penser à des inconvénients associés au lancement d'une telle stratégie ?
  - Est-ce qu'il pourrait y avoir des effets positifs ou négatifs sur l'économie ?
- Que penseriez-vous du lancement par le gouvernement du Canada d'une stratégie pour réduire l'utilisation de plastiques par les ministères et organismes gouvernementaux ?
  - Est-ce important ?

### **DEMANDEZ À HAMILTON ET TROIS-RIVIÈRES**

- Est-ce que quelqu'un a déjà entendu parler de « séquestration du carbone » ou de « capture du carbone » ?
  - Si oui : Qu'avez-vous entendu dire à ce sujet ?

#### ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :

La séquestration du carbone, aussi appelée le captage du carbone, est un processus par lequel le dioxyde de carbone est retiré de l'atmosphère et stocké sous terre, sous l'eau ou dans des champs de pétrole épuisés, afin de réduire le niveau des gaz nocifs qui contribuent au changement climatique.

- Certains disent que la séquestration du carbone est une nouvelle approche novatrice pour faire face aux changements climatiques et que le Canada est en bonne position pour développer une industrie de pointe du captage du carbone en raison de notre grande masse terrestre et de nos anciens champs pétroliers qui pourraient être réaffectés à cette tâche. D'autres affirment que la technologie est encore trop coûteuse à utiliser à grande échelle et découragerait les gens de prendre des mesures pour réduire leurs émissions. Compte tenu de tout cela, pensez-vous que le Canada devrait investir dans la séquestration du carbone ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Selon vous, quels pourraient être les inconvénients d'investir dans la séquestration du carbone au Canada ?
- Certains ont suggéré qu'un investissement important dans le développement de cette technologie pourrait représenter une stratégie intelligente sur le plan économique aussi bien qu'environnemental pour le Canada, car il existe un intérêt mondial grandissant pour trouver des solutions climatiques et la communauté internationale paierait les entreprises canadiennes qui capturent le carbone pour le retirer de l'atmosphère. Pensez-vous que c'est probable ?
  - SI NON : Cela vaut-il encore la peine d'investir dans la technologie du captage du carbone, même si vous ne croyez pas qu'elle deviendra une industrie rentable ?

### **MESURES ENVIRONNEMENTALES DU GC (15 minutes) DEMANDEZ À TROIS-RIVIÈRES**

#### **DOCUMENT À DISTRIBUER**

Voici une liste de certaines des mesures que le gouvernement du Canada a déjà prises en matière d'environnement au Canada. J'aimerais que vous mettiez un crochet à côté de celle(s) qui, selon vous, aura le plus d'impact et un « x » à côté de toute autre dont vous croyez n'aura pas d'impact.

- L'annonce d'un plan d'interdiction des plastiques à usage unique d'ici 2021.
- La création d'une politique sur l'intégrité scientifique qui permet aux scientifiques du gouvernement fédéral de parler de la science et de leur recherche sans avoir à obtenir une approbation (des superviseurs ou gestionnaires).
- La création de nouvelles aires marines protégées de sorte que 10 % des aires marines et côtières du Canada sont maintenant protégées.
- Un investissement de 1,5 milliard de dollars dans un nouveau « Plan de protection des océans » pour protéger les côtes et les voies navigables du Canada au moyen de nouveaux équipements, de nouvelles capacités de recherche et de nouvelles capacités d'intervention d'urgence.

- A mis un prix sur la pollution pour que les grands émetteurs doivent payer pour leur impact sur l’environnement, dont tous les revenus seront redistribués à la population canadienne sous forme de paiements incitatifs ou de transferts aux provinces.
  - A signer l’Accord de Paris sur le changement climatique pour coopérer avec la communauté internationale dans le cadre d’un plan de lutte contre le changement climatique.
- 
- Commençons par celle(s) que vous avez cochée(s) : pourquoi avez-vous pensé que cette action aurait le plus d’impact ?
  - Y a-t-il des éléments dont vous diriez qu’ils n’auront pas d’impact ? Pourquoi pas ?
  - Selon vous, quelle mesure figurant sur la liste devrait être au centre des préoccupations du gouvernement du Canada ? Pourquoi ?
  - Est-ce que le fait d’entendre cette liste de mesures change votre opinion à savoir si le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la gestion des questions environnementales ?
  - À votre avis, y a-t-il d’autres mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre pour protéger l’environnement qui ne se trouvaient pas sur cette liste ?

#### **CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CROISSANCE PROPRE (15 minutes) DEMANDEZ À IQALUIT**

- Pensant aux changements climatiques, quels sont les plus grands défis auxquels le Canada fait face aujourd’hui ?
- Selon vous, quelles sont les deux lacunes les plus importantes (les plus limitatives) dans les connaissances sur l’action climatique au Canada ?
- Qu’avez-vous vu lu ou entendu au sujet des changements climatiques dernièrement ?
  - Et avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du gouvernement du Canada, et des changements climatiques récemment ?
- Connaissez-vous Inuit Tapiriit Kanatami ?

#### **SI QUELQU’UN DIT NON :**

L’Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) est l’organisme représentatif national qui protège et fait progresser les droits et les intérêts des Inuits au Canada.

#### **ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN :**

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé son appui à la Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques de l’Inuit Tapiriit Kanatami, qui reconnaît que l’Inuit Nunangat est l’une des régions du monde les plus durement touchées par les changements climatiques. La stratégie appuiera les connaissances et le leadership des Inuits en partenariat avec l’action climatique au Canada et à l’échelle internationale.

- Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada fasse de l’action climatique une priorité ?
  - Quelle est la priorité la plus importante pour les Inuits menacés par les changements climatiques ?
  - Est-ce que l’appui du Canada à la Stratégie nationale inuite sur les changements climatiques est important ?
  - Quels pourraient être les aspects positifs ou négatifs du fait que le gouvernement du Canada fasse de l’action climatique une priorité ?
    - AU BESOIN, DEMANDEZ :
      - Qu’en est-il de l’économie : pensez-vous que cela aidera ou nuira à l’économie ?
      - Qu’en est-il de vous et de votre famille : pensez-vous que cela vous coûtera de l’argent ?
- Est-ce que vous ou votre communauté faites quelque chose pour vous adapter aux effets des changements climatiques ?
- Pensez-vous avoir suffisamment d’information fiable sur les changements climatiques pour prendre des décisions et aider votre famille à s’adapter ?
- Quel type d’information sur les changements climatiques serait le plus utile pour vous, votre famille ou votre communauté ?
- Selon vous, à qui revient le rôle d’éduquer et de sensibiliser les collectivités nordiques aux changements climatiques ?
  - À votre connaissance, y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada fait pour aider votre ville à comprendre et à s’adapter aux effets des changements climatiques ?
    - LE CAS ÉCHÉANT : Pensez-vous que le gouvernement du Canada en fait assez ?

#### **LOGEMENT (10 minutes) DEMANDEZ À IQALUIT**

- Quels sont les plus grands défis en matière de logement dans votre communauté ?

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet du gouvernement du Canada et de la question du logement ?

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé une nouvelle entente sur le logement avec le Nunavut qui prévoit 290 millions de dollars sur huit ans pour protéger, renouveler et agrandir les logements sociaux et communautaires au Nunavut en plus de réparer les logements sur l'ensemble du territoire.

- Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada investisse pour traiter des questions liées au logement au Nunavut ?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada peut faire pour s'attaquer aux défis en matière de logement au Nunavut ?

#### **TARIFICATION DE LA POLLUTION (30 minutes) DEMANDEZ À HAMILTON**

- (SI LA TARIFICATION DE LA POLLUTION N'EST PAS SIGNALÉE : Avez-vous entendu parler ; SI ELLE EST SIGNALÉE : Combien d'entre vous ont entendu parler) du plan du gouvernement du Canada pour tarifier la pollution ? (Mains levées)
  - SONDEZ : Et qu'est-ce que vous avez entendu récemment ?

#### **ÉCLAIRCISSEMENTS, AU BESOIN**

En 2016, le gouvernement du Canada, qui a annoncé un plan pour tarifier la pollution à l'échelle du pays, a demandé à chaque province de mettre au point son propre plan avant la fin de 2018. Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il se chargera de mettre en application sa tarification de la pollution dans les quatre provinces qui n'ont toujours pas mis en œuvre leur système : l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick.

(À noter : L'Alberta a récemment abrogé sa taxe sur le carbone, ce qui signifie qu'elle ne se conforme maintenant que partiellement aux exigences fédérales. Ainsi, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il appliquera un prix sur la pollution en Alberta à compter du 1er janvier 2020).

Dans le cadre de ce système, les tarifs que les gens et les entreprises devront payer seront fondés sur la quantité d'émissions de carbone qu'ils produisent. Tous les revenus perçus en/au [PROVINCE] demeureront en/au [PROVINCE] — 90 % seront remis directement aux résidents sous forme de mesure incitative. Un ménage moyen recevrait donc autour de (ON : 300 \$ ; NB : 248 \$, MB : 336 \$). 10 % seront remis aux petites entreprises, aux hôpitaux et aux écoles.

**INFORMATION CONTEXTUELLE POUR LE MODÉRATEUR :**

- Le système fédéral de tarification de la pollution par le carbone attribue un prix à chaque tonne produite d'équivalents de dioxyde de carbone, et il comprend deux volets :

1. Un système d'échange pour les grandes industries qu'on appelle le Système de tarification fondé sur le rendement ;
2. Une redevance réglementaire sur les combustibles.

- Même si la tarification de la pollution ne s'applique pas directement aux particuliers, le gouvernement s'attend à ce que certains coûts se répercutent sur les clients, par exemple dans le cadre des augmentations du prix du chauffage ou de l'électricité.
- Pour la plupart des familles (résidant dans ces quatre provinces), la valeur de la mesure incitative sera supérieure aux coûts consécutifs aux mesures de tarification de la pollution.

- Quels sont les aspects du système proposé que vous aimez ?
- Quels sont les aspects du système proposé que vous n'aimez pas ?

**ENJEUX AUTOCHTONES (15 minutes) DEMANDEZ À IQALUIT**

- De façon générale, croyez-vous que la relation entre les peuples autochtones et le gouvernement du Canada avance dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ? Pourquoi ?
- Que peut faire le gouvernement du Canada pour apporter le meilleur soutien possible aux collectivités autochtones partout au Canada ? Qu'en est-il des collectivités autochtones près de chez vous ?
- Qu'est-ce que la « réconciliation » signifie pour vous ?
  - Que peut faire le gouvernement du Canada pour démontrer son engagement envers la réconciliation avec les peuples autochtones ?
- Connaissez-vous le Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne ?

En 2017, le gouvernement du Canada, en partenariat avec Inuit Tapiriit Kanatami, a mis sur pied le Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne, un mécanisme bilatéral permanent pour permettre aux dirigeants respectifs de faire avancer des enjeux qui touchent les Inuits. Celui-ci a mené à des engagements communs dans un certain nombre de domaines, y compris la lutte visant à éradiquer la tuberculose ainsi qu'à répondre aux besoins de logement.

- Que pensez-vous de ce type de partenariat ?

**SOINS DE SANTÉ (25 minutes) DEMANDEZ À KENTVILLE**



- En pensant aux soins de santé, quels sont les plus grands défis auxquels est confrontée votre collectivité ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des mesures prises par le gouvernement fédéral en matière de soins de santé au cours des dernières années ?

#### DOCUMENT À DISTRIBUER

La liste suivante énumère des enjeux en matière de soins de santé auxquels le gouvernement fédéral pourrait accorder la priorité. J'aimerais que vous inscrivez les numéros 1, 2 et 3 à côté des éléments qui, selon vous, devraient être classés au premier, au deuxième et au troisième rang des priorités du gouvernement parmi toutes les options de la liste. Veuillez indiquer un « x » à côté des éléments qui ne devraient pas, à votre avis, constituer une priorité pour le gouvernement fédéral.

- Remédier à la pénurie de médecins et de personnel en soins infirmiers
  - Veiller à ce que tout le monde ait accès à des moyens contraceptifs abordables
  - Aider financièrement les Canadiennes et les Canadiens à se procurer l'équipement nécessaire pour composer avec leurs déficiences
  - Aider les Canadiennes et les Canadiens à adopter de saines habitudes alimentaires en rendant les aliments sains plus abordables
  - Prévoir des investissements importants en recherche pour trouver de nouveaux remèdes et traitements pour des maladies
  - Rendre les soins palliatifs plus accessibles et abordables pour les personnes qui en ont besoin
  - Fournir à toutes les Canadiennes et tous les Canadiens un accès juste et équitable à des médicaments sur ordonnance abordables
  - Offrir un soutien financier aux fournisseurs de soins pour permettre à un plus grand nombre de personnes malades de demeurer à la maison
  - Offrir un traitement aux personnes dépendantes des opioïdes et d'autres drogues illégales
  - Réduire les temps d'attente pour obtenir des services en santé mentale
  - Prendre des mesures pour s'assurer que tous les enfants sont vaccinés, sauf ceux ayant des allergies ou des problèmes médicaux et qui ne peuvent être vaccinés
- Pour ce qui est de l'élément que vous estimez le plus prioritaire, pourquoi l'avez-vous choisi ?
  - Y a-t-il des options qui ne devraient pas être mises en œuvre par le gouvernement ? Pourquoi pas ?
  - En ce qui concerne l'élément « Fournir à toutes les Canadiennes et tous les Canadiens un accès juste et équitable à des médicaments sur ordonnance abordables », que signifierait, selon vous, « un accès juste et équitable » ?
    - Avez-vous entendu quoi que ce soit dans l'actualité au sujet des mesures du gouvernement du Canada pour assurer un accès à des médicaments sur ordonnance abordables ?

- À votre avis, est-ce qu'il s'agit d'un enjeu qui vous toucherait personnellement ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler du terme « assurance-médicaments » ?
  - Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

**DOCUMENT À DISTRIBUER**

La liste suivante propose des noms qui pourraient être utilisés pour une stratégie gouvernementale visant à améliorer l'accès à des médicaments sur ordonnance abordables. J'aimerais que vous indiquiez un crochet à côté des noms que vous aimez et que vous encercliez le meilleur nom, selon vous, pour ce type de stratégie.

- Stratégie pour des médicaments abordables
  - Programme de médicaments sur ordonnance abordables
  - Régime des ordonnances du Canada
  - Régime canadien des médicaments
  - Assurance-médicaments globale
  - Régime global des ordonnances
  - Régime national d'assurance-médicaments
  - Assurance nationale pour les médicaments d'ordonnance
  - Régime d'accès aux médicaments sur ordonnance
  - Assurance-médicaments universelle
  - Programme universel pour l'assurance-médicaments
  - Régime universel des médicaments sur ordonnance
- Pour ce qui est du nom qui vous semble la meilleure option, pourquoi l'avez-vous choisi ?
  - Y a-t-il des noms que vous n'aimiez pas ? Pourquoi pas ?
  - Y a-t-il un autre nom ou une combinaison de ces noms qui, selon vous, serait une meilleure option que celles proposées dans la liste ? Pourquoi ?

**Conclusion (5 minutes)**